

# **CARTOGRAPHIE DES GROUPES ARMES NON ETATIQUES DANS L'ESPACE DU G5 SAHEL : CAS DU MALI**

**Mai 2021**



**Avec le financement de l'Union Européenne**

***CSAMAP, un outil d'aide à la décision***

18 BP 270 Ouagadougou 18 - Burkina Faso  
Burkina Faso: + 226 25 37 41 95 - Website: [csamap.org](http://csamap.org) - Mail: [contact@csamap.org](mailto:contact@csamap.org)



**Cette étude a été réalisée avec l'aide financière de l'Union européenne. Les opinions exprimées dans ce document ne peuvent en aucun cas être considérées comme reflétant l'avis officiel de l'Union européenne.**



18 BP 270 Ouagadougou 18 – Burkina Faso  
 Burkina Faso : +226 25 37 41 95 | Website : [csamap.org](http://csamap.org) | Mail : [contact@csamap.org](mailto:contact@csamap.org)

**Equipe du CSAMAP chargée de la supervision de l'étude**

- Colonel-Major SAVADOGO Mady, Coordonnateur du CSAMAP ;
- Monsieur PASSOUA Rigomba, Expert-Analyste thématique « Bonne Gouvernance, Démocratie, Droits de l'Homme et Libertés Publiques » du CSAMAP.

**Relecture**

Pr SAIBOU ISSA, Université de Maroua/Cameroun



# **CARTOGRAPHIE DES GROUPES ARMÉS AU MALI**

**CSAMAP, Un outils d'aide à la décision**

18 BP 270 Ouagadougou 18 – Burkina Faso  
Burkina Faso : +226 25 37 41 95 | Website : [csamap.org](http://csamap.org) | Mail : [contact@csamap.org](mailto:contact@csamap.org)

## TABLE DES MATIÈRES

---

I.	Introduction	4
I.1	Contexte	4
I.2	Objectif de l'étude	5
I.3	Livrable	5
I.4	Méthodologie	6
II.	Inventaires analytiques des groupes armés au Mali Groupes armés identifiés	8
II.1	Typologie des groupes armés et de manifestation	17
II.2	Maillage territorial et niveaux d'ancrage sociologique des groupes armés à la lumière du terrain	25
III.	Cartographie des principaux groupes armés non étatiques au Mali	35
III.1	Impacts des groupes armés sur la sécurité intérieure et la stabilité du Mali	36
III.2	Stratégie de prévention et d'alerte précoce	38
IV.	Synthèse analytique des dynamiques internes et transfrontalières	40
IV.1	Analyse des alliances internes, influences et risques d'extension progressive vers les régions du sud et de l'ouest du Mali	40
IV.2	Analyse des alliances transfrontalières, influences et risques d'extension au-delà de la région des trois frontières(Liptako Gorma)	41
V.	Recommandations et axes de renforcement de la résilience des dispositifs	42
VI.	Conclusion	44

## SIGLES ET ABBREVIATIONS

---

<b>AQMI</b>	Al-Qaïda au Maghreb islamique
<b>CE3S</b>	Centre des Études Sécuritaires et Stratégiques au Sahel
<b>CJA</b>	Congrès pour la Justice de l'Azawad
<b>CPA</b>	Coalition du Peuple de l'Azawad
<b>CMA</b>	Coordination des Mouvements de l'Azawad
<b>CME</b>	Coordination des Mouvements de l'Entente
<b>CFMPR</b>	Coordination des Mouvements et Forces Patriotiques de Résistance
<b>EIGS</b>	Etat Islamique du Grand Sahara
<b>GAT</b>	Groupes Armés Terroristes
<b>GATIA</b>	Groupe Armé Imaghad et Alliés
<b>GSIM</b>	Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans
<b>HCUA</b>	Haut conseil pour l'unité de l'Azawad
<b>FAMa</b>	Forces Armées Maliennes
<b>FDS</b>	Forces de Défenses et de Sécurités
<b>FLN</b>	Front de Libération Nationale
<b>FPA</b>	Front Populaire de l'Azawad
<b>JNIM</b>	Jama'al Nusrat al islam wal Muslimin
<b>MAA</b>	Mouvement Arabe de l'Azawad
<b>MINUSMA</b>	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali
<b>MNLA</b>	Mouvement National de Libération de l'Azawad
<b>MPSA</b>	Mouvement Populaire pour le Salut de l'Azawad
<b>MSA</b>	Mouvement pour le Salut de l'Azawad
<b>MSA-D</b>	Mouvement pour le Salut de l'Azawad-Daousahaq
<b>MSA-C</b>	Mouvement pour le Salut de l'Azawad Chamananmas

# INTRODUCTION

---

## I.1 Contexte

En dépit de la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation en 2015 qui vise à reconstruire la cohésion sociale, l'environnement sociopolitique et sécuritaire demeure très critique. L'insécurité causée par l'installation progressive de ce qu'il convient d'appeler "les entrepreneurs de la violence", a débuté dans les régions du Nord du Mali. Elle s'est étendue de manière fulgurante au Centre du pays, considéré comme l'épicentre de la crise malienne selon plusieurs analyses. Cette insécurité induite par les groupes extrémistes violents a considérablement pris de l'ampleur et est devenue davantage meurtrière avec les tensions et conflits intercommunautaires ou locaux qui se propagent à travers le pays.

L'environnement sécuritaire délétère, fortement marqué par la présence et les activités des groupes armés d'obédiences diverses, a rendu plus faible la présence utile et effective de l'autorité de l'État dans les régions affectées du Nord, du Centre que dans certaines localités du Sud du pays. Cela a conduit à une situation de vulnérabilité sans précédent de certaines couches sociales au premier rang desquelles viennent les femmes et les enfants parfois abandonnés. Certes, les communautés situées au Sud du Mali ne subissent pas les problèmes sécuritaires au même degré que celles du Centre et du Nord. Toutefois, elles sont loin d'en être à l'abri.

La présence des groupes armés au sein des communautés a fortement impacté leur quotidien. Les compétitions, les conflits et les tensions autour des ressources naturelles, pastorales et foncières en particulier – ont été fortement exacerbés au point de devenir meurtriers. Les conséquences de ces violences sont alarmantes.

La cartographie réalisée dans le cadre de cette étude a consisté, outre l'identification des différents groupes armés en présence, à comprendre leurs systèmes de collaboration avec les communautés qui partagent leur quotidien. Il s'agissait de voir les possibles alliances de ces groupes avec leurs acteurs : les communautés locales, les narcotrafiquants, les éléments des Forces Armées Maliennes (FAMA) et les groupes armés entre eux.

Par ailleurs, on note que les conflits locaux au Mali revêtent une dimension identitaire non négligeable. Un conflit qui implique par exemple un groupe ethnique d'une localité donnée favoriserait fortement l'implication d'autres acteurs, d'autres localités se réclamant de la même communauté ethnique. L'on a essayé d'étayer davantage les relations, les types de soutien et d'implication qui se construisaient à partir du référentiel identitaire ou communautaire.

Toujours dans cette perspective d'identification et de mise en exergue des jeux

dans les conflits, l'étude s'est intéressée aux types de relation entre les groupes extrémistes, les groupes armés communautaires et les narcotrafiquants. Cela nous a permis de comprendre les systèmes d'imbrication, les stratégies du transfert de savoirs, de techniques et de ressources entre les groupes.

Un autre aspect qui a été exploré est la recombinaison sociale qui s'est effectuée au fil du temps avec la présence des groupes armés devenant de plus en plus des acteurs influents à la place des autorités traditionnelles en perte de vitesse. Il est ressorti des enquêtes que dans des localités du Mali, au Nord comme au Centre, les populations font plus confiance aux groupes armés qu'aux représentants de l'État pour la résolution des problèmes sécuritaires. Cet aspect a bien été exploré dans le cadre de ce travail.

## **I.2 Objectif de l'étude**

L'objectif général est de cartographier les groupes armés opérant au Mali et de mieux cerner les enjeux et les conséquences de leurs activités sur la vie socio-économique et sécuritaire des communautés et sur la stabilité de l'État malien.

De façon plus pratique, cette cartographie a consisté à :

- Identifier les différents groupes, leurs effectifs approximatifs, leur fonctionnement, leurs leaders et les objectifs qu'ils visent à court, moyen et long terme ;
- Analyser la nature des liens et des alliances de chaque groupe avec d'autres, les populations locales puis au niveau national et sous régional ;
- Comprendre leurs modes de recrutement et les logiques ou raisons d'intégration de leurs membres ;
- Déterminer leurs moyens logistiques, leurs modes opératoires, leurs activités et leurs cibles ;
- Illustrer leur maillage territorial ;
- Enfin, déduire leurs forces et leurs faiblesses.

## **I.3 Livrable**

- Une identification est faite sur les différents groupes, leur effectif approximatif, leur fonctionnement, leurs leaders et les objectifs qu'ils visent à court, moyen et long terme ;
- La nature des liens et des alliances de chaque groupe avec d'autres est déterminée tant au niveau national, sous régional, régional, qu'international et de même qu'avec les populations locales ;
- Les modes de recrutement et les logiques – raisons d'intégration – des membres des groupes armés sont compris ;
- Leurs moyens logistiques, leurs modes opératoires, leurs activités et leurs cibles sont explicités ;
- Des cartes en vue de l'illustration des espaces géographiques occupés par ces groupes sont élaborées ;
- Les forces et les faiblesses des groupes identifiés sont dégagées.

## 1.4 Méthodologie

A la suite de l'identification des sites de collecte de données empiriques, une équipe des chercheurs a été dépêchée sur le terrain. Les procédures de collecte des données ont été établies en fonction des particularités des zones d'études. Les chercheurs se sont appuyés sur les facilitateurs locaux qui sont originaires des localités couvertes par l'enquête. Ces facilitateurs, avec les chercheurs, ont contribué à l'identification des participants aux focus-groups ainsi qu'aux entretiens individuels réalisés. Ceux-ci connaissent bien les variables sociales, culturelles et religieuses desdits milieux. Cela a permis à l'étude de toucher aux catégories initialement définies et retenues avec plus de facilité.

Les outils élaborés et utilisés pour cette phase du terrain se présentent comme suit :

- Un guide d'entretien : élaboré pour permettre aux interlocuteurs de donner leurs points de vue, entre autres, sur les dynamiques conflictuelles, la sécurité, les acteurs de la violence, les interactions entre les acteurs en présence, les modalités de recrutement et le fonctionnement des groupes armés, les sources de revenus, les modes opératoires des groupes, leur ancrage territorial, les effectifs ;
- Un guide focus-group : Grâce au travail des facilitateurs, des groupes de discussion par catégorie des groupes armés ont été constitués. Ces groupes ont été composés de façon à faire ressortir la diversité et le caractère hybride des groupes armés sur toute l'étendue du territoire malien. Les activités de cartographie, de collecte et d'analyse ont été principalement (pas exclusivement) animées avec des membres des groupes armés, des animateurs de radios de proximité, des organisations communautaires de base, de la coordination des Chefs traditionnels, communicateurs traditionnels, leaders jeunes et religieux, élus, FDS, femmes et commerçants, agriculteurs et autres personnes pertinentes selon les réalités de la zone cible. Toutefois, quelques entretiens individuels ont été menés en vue de consolider, valider ou infirmer les informations recueillies. Ainsi, dans les localités couvertes par la recherche, les discussions ont permis de recueillir les points de vue des acteurs sur les thèmes abordés. L'équipe de recherche a fait usage de différentes langues durant la collecte de données. Il s'agit de langues nationales (ou dialectes locaux), Sonrai, Peulh, Tamashek et Bamanankan, ainsi que le Français. Le choix de la langue de discussion revenait exclusivement aux interlocuteurs.

La collecte des informations sur les groupes armés au Mali reste particulièrement sensible aux différents problèmes méthodologiques et éthiques que soulève l'enquête dans des zones en proie aux attaques tous azimuts. Les localités où les données ont été collectées sont rythmées par l'insécurité et les tensions communautaires où les populations sont soumises à des formes sévères de vulnérabilité et de précarité.

Cette recherche a soulevé des défis éthiques, des bricolages méthodologiques

et des conséquences épistémologiques sur des questions sensibles avec des acteurs hybrides en milieu hostile. Lors de différents entretiens, des questions en lien avec les sources de financement, les modes de recrutement et les interactions entre des acteurs locaux et des membres de ces groupes (groupes terroristes, mouvements armés signataires et non signataires de l'accord pour la paix et la réconciliation, narcotrafiquants, bandits armés et passeurs de routes, chasseurs traditionnels ou groupes d'autodéfense) ont enregistré des éléments de réponse parfois flous, voire contradictoires. Bien évidemment, cette étude ne dévoile pas les noms des informateurs pour des exigences de confidentialité et des raisons de sécurité.

# INVENTAIRE ANALYTIQUE DES GROUPES ARMÉS AU MALI

---

Les insurrections armées au Mali ont toujours créé des zones grises où l'autorité de l'État est faible. Ces situations ont toujours entraîné des rapports de force entre les groupes armés insurrectionnels mais également entre ces groupes et les mécanismes traditionnels de vigilance communautaire qui existent dans plusieurs circonscriptions du Mali. A chaque soulèvement on assiste à l'éclosion de groupes d'autodéfense, le plus souvent à caractère communautaire pour protéger leur communauté et attirer l'attention du pouvoir central<sup>1</sup>.

A la suite des événements de 2012, depuis la signature de l'Accord de paix et de réconciliation de 2015, la crise sécuritaire dite du nord s'est progressivement installée au centre et menace aujourd'hui les régions du sud et de l'ouest du pays. Dans les régions du centre (Mopti et Ségou) la crise sécuritaire s'est installée à cause du faible maillage sécuritaire mais aussi, de la persistance des conflits locaux autour des ressources<sup>2</sup>, les injustices et le clientélisme des autorités. Cette situation favorise alors la mutation des mécanismes traditionnels de vigilance pour équilibrer les rapports de force et influencer le pouvoir de Bamako. Les représentants de la confrérie des chasseurs traditionnels de ces régions ont opéré une réforme et se sont par moment alliés aux forces armées entraînant ainsi, l'érection d'une nouvelle forme de guérilla identitaire, chacune au service de la sauvegarde de l'intégrité de la superficie de sa zone d'implantation, de production et d'activité économique<sup>3</sup>. Cette donne s'applique à la fois dans l'éclosion et l'évolution des groupes d'autodéfense Dogons, Sonrhai, Arabe, Peulhs, Bambara, etc. au Nord, comme au Centre et dernièrement au Sud avec le développement d'une nouvelle zone d'enrôlement, d'incitation à la haine contre les symboles de l'État, et le développement de la crise de la région de Koutiala, en passant par Sikasso jusqu'à Bougouni<sup>4</sup>.

Les différents groupes recensés dans le cadre de cette étude ont été cartographiés dans le tableau ci-après. Cette cartographie a mis l'accent davantage sur les groupes armés non conventionnels que sur les armées régulières (MINUSMA, Barkhane et Forces Conjointe du G5 Sahel). Ces forces évoluant dans un cadre formel et légal, l'analyse n'a pas jugé utile de s'y attarder trop.

---

1 . Crisis Group, rapport Afrique n° 2667(décembre 2018), Narcotrafic, violence et politique au Nord du Mali.

2 . W. ASSANVO, B. DAKONO, L. A. THEROUX-BENONI et al, Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma, West Africa Report, Institut d'études de sécurité, 2019

3 . Entretien avec un responsable du groupe armé Dana Amassagou au Centre du Mali.

4 . Toutes ces localités font frontières avec la coté d'ivoire.

# GROUPES ARMÉS IDENTIFIÉS

N° Ordre	Nom du Groupe Armée	Localité ou zone d'influence	Typologie et mode d'action	Composition et caractéristiques du groupe	Allié et système de réseautage	Ressources	Perception des populations du groupe	Autres informations pertinentes sur le groupe
1	Dana Ammassagou	Toute la région de Mopti : Koro, Bankass, Bandiagara et Douentza	Autodéfense	Ce groupe est composé essentiellement de chasseurs traditionnels dogons.	Il est pratiquement présent dans toutes aires culturelles dogons de la région de Mopti	Cotisation des villages, ressortissants, donateurs issus de la communauté, prélèvement de l'argent aux passants au niveau des postes de contrôle.	Majoritairement la communauté dogon l'approuve, même si de plus en plus les voix discordantes se font entendre.	Il a été dans un premier utilisé par l'État du Mali comme un rempart contre les terroristes et pour des éclaireurs aussi par l'armée.
2	Dana ATEM	Koro	Autodéfense	Ce groupe est composé de chasseurs (anciens de Dana ammassagou) de jeunes du plateau Dogon	Le groupe n'est pas affilié à un autre, mais il a des liens avec des ressortissants de la zone à Bamako qui tirent la corde	Financé par certaines associations des ressortissants vivant à Bamako et à l'étranger	Ce groupe malgré sa petite taille face à Dana Ammassagou, les communautés approuvent l'existence et les actions entreprises par lui.	Ce groupe est composé de gens qui au début étaient avec Dana Ammassagou et qui finalement décidé de quitter le groupe par ce qu'ils ne sont d'accord avec le mode opératoire de Dana, eux ils veulent la paix entre les communautés peulh et Dogon
3	MILICE PEULH	Toute la région de Mopti	Autodéfense	C'est un groupe composé de jeunes peulh et mossi	Ils ne sont affiliés à aucun groupe, le groupe est autonome	Financé par Seckou Bolly un ancien militaire radié de l'armée pour faute grave	Ce groupe n'a pas la confiance de communautés à cause de son leader	Le leader de ce groupe, un ancien rebelle et radié de l'armée pour avoir volé des armes et il est aujourd'hui conseiller du ministre de la réconciliation nationale.
4	KATIBA DE KOUFFA	Toutes les régions de Ségou et de Mopti mais surtout à Mopti	Charia	Il est majoritairement composé des jeunes bergers peulhs. Même si l'on y trouve d'autres communautés	Il est affilié à Ançar dine de Iyad Ag Agali et interagit avec le groupe de Malam DIC-KO du Burkina Fasso.	Prélèvement de la zakat (aumône purificatrice), possible collaboration avec les trafiquants	Les zones qui lui sont favorables l'apprécient bien (Dialobé, Boni, Diafarabé...)	Le groupe est né de façon marquée à partir de 2015 où le chef Hamadou Kouffa a procédé par des prises de parole et ses lieutenants ont aussi commencé à revendiquer certaines attaques terroristes dans le Centre.
5	Katiba de Macina	Dans tous les communes et villages du cercle de la région de Mopti	La charia	La katiba est constituée par des sous-groupes afin de se faire représenter dans tout le cercle	Généralement les chefs des villages, les bergers, les anciens voleurs	Prélèvement de la zakat (aumône purificatrice), possible collaboration avec les trafiquants et des Etats au moyen orient	Extrémistes violent contre les FAMA et la population	
6	MNLA	Toutes les régions du Nord	Occupation territoriale, trafic d'arme, coalition avec les groupes terroristes	Constitué des anciens qui sont aujourd'hui inscrit dans l'accord de paix signé 2015 entre les parties en conflit et la communauté internationale		Financement venant de l'extérieur, vente de stupéfiant		
7	ETAT ISLAMIQUE	Toutes les régions du Nord et du Centre	Contre symbole de l'Etat, font la violence	Le groupe est composé de plusieurs nationalités dont des maliens également	Collabore avec les autres groupes armés terroristes comme La Katiba Macina	Financement venant de l'extérieur, vente de stupéfiant	La communauté est terrorisée par ce groupe et est évité par tous	
8	Sous-groupes Etat Islamique du Grand Sahara (EIGS)	Zone exondée cercle de Douentza, Mopti, Bandiagara (Mopti)	Sous-groupe de conspiration djihadiste	maliens et étrangers	Etat Islamique du Grand Sahara (EIGS)	Mobilisation de la zakat locale	Ce groupe est un peu modéré par rapport au grand groupe du fait qu'il est majoritairement composé de jeunes de ces localités	

9	Sous-groupe Jama' al Nusrat al Islam wal Musilimin (JNIM)	Zone inondée de la région de Mopti	Sous-groupe de conspiration djihadiste	Composé majoritairement de jeunes bergers peulh	Jama' al Nusrat al Islam wal Muslimin (JNIM)	Mobilisation de la zakat locale	La population est sous pression dans toutes les zones sous le contrôle de ce groupe, elle accepte tout car elle est sans défense	
10	Dan Na Ambassagou (Chasseurs qui se confient à Dieu)	Cercle de Bandiagara, Bankass, Koro, Douentza, (Mopti)	Milice d'auto-défense	Jeunes vivant sur place et des retraités des rébellions de la côte d'Ivoire et du Liberia	Populations locales	Aides des communautés	Approuvé par la majorité de la population	
11	Dana aterm	Cercle de Koro (Mopti)	Milice d'auto-défense	Jeunes vivant sur place et des retraités des rébellions de la côte d'Ivoire et du Liberia	Populations locales			
12	Ansarul Islam	Vers la frontière entre le Mali et le Burkina Faso	Sous-groupe de conspiration djihadiste	-	Sous-groupes Etat Islamique du Grand Sahara (EIGS)	Mobilisation de la zakat locale	Ils sont craints par les populations	
13	Sous-groupes Etat Islamique du Grand Sahara (EIGS)	Zone exode cercle de Douentza, Mopi, Bandiagara (Mopti)	Sous-groupe de conspiration djihadiste		Etat Islamique du Grand Sahara (EIGS)	Mobilisation de la zakat locale	Ils sont craints par les populations	
14	Dan Na Ambassagou (Chasseurs qui se confient à Dieu)	Cercle de Bandiagara, Bankass, Koro, Douentza (Mopti)	Milice d'auto-défense	Jeunes vivant sur place et des retraités des rébellions de la Côte d'Ivoire et du Liberia	Populations locales	Contribution des communautés, L'argent généré aux postes de contrôle	Diversément apprécié par les communautés	
15	Dana aterm	Cercle de Koro (Mopti)	Milice d'auto-défense	Jeunes vivant sur place et des retraités des rébellions de la Côte d'Ivoire et du Liberia	Populations locales	L'argent généré aux postes de contrôle		
16	Phénomène des Bandits Armés Groupe auto Défense « les chasseurs » ou Ton Boloma dans d'autres localités	Vers la frontière Mali - Mauritanie Yellmane Kremis Koussane Diama Sebabougou Nloro Nara (région de Kayes) Kita Keniebat(région de Kayes)	Coupeurs des routes Braquage des Boutiques Crimes ciblés dans les zones minières	Des Nationaux On y trouve toutes les ethnies surtout en fonction des localités	Systèmes déquipes certains sont en brousse et d'autres vivent parmi les populations Pas autres formes d'alliance entre groupes des Bandits armés	Des Hommes Téléphones Motos Armes à feu pour les opérations	Auto-défense et règlement de compte	Il y a une semaine les jeunes de Diama ont fait la patrouille en brousse après une attaque et traqué trois malfaiteurs en les brûlant vif. Cet incident est survenu après la libération d'un bandit par la justice qui était censé rester en prison aux dires des populations.

17	La katiba de Macina	Yorosso, Kolon-dièba et dans la forêt classée du complexe Bougouni Yanfolila, Hérémakono (Sikasso), Zégoua (Kadiolo) et dans la zone de Bamougou et Kabalé frontières Mali Burkina Faso (Sikasso) Grotte de Kère localité de Koutiala (Sikasso).	Attaque ciblée	De jeunes locaux enrôlés par des terroristes. Des disciples venus en renfort au groupe terroriste	Les jeunes radicaux Leader religieux	Fonds générés par les braquages et les pillages des populations (vol de détails et braquage des véhicules). Financement extérieur	Partagées entre le sentiment de justice et d'insécurité.	De plus en plus les éléments sont visibles dans les différentes zones. Depuis un certain moment il multiplie les attaques ciblées dans les zones occupées.
18	Les bandits armés	Les cercles de Koulondéba, Sikasso, Bougouni, Kadiolo Koutiala et Yorosso(Sikasso)	Des hommes de tenues radies et les bandits de grand chemin venus des pays frontaliers (Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et la Guinée)	Des bandits vivant des trafics de drogue. Des jeunes délinquants et accros aux stupéfiants	Alliés aux groupes terroristes et aux maîtres du terroir.	Les bandits non n'ont pas d'alliance avec les groupes armés toutefois ils terrorisent les populations avec des actions de braquages et de pillages.	Les populations ne sont pas favorables aux bandits armés mais elles ne dénoncent pas les personnes suspectes aux autorités. Certains vont même aller jusqu'à collaborer avec eux pour des intérêts personnels.	Fautes de réponses aux agissements des bandits ces groupes grandissent de jour en jour et les attaques contre les véhicules de transport deviennent plus en plus fréquentes sur les axes
19	Les groupes d'auto-défense	Kadiolo, Bougouni, Kère, Warasso, Bamougou et Kabalé(Sikasso)	Composé de chasseurs et détenteurs de pouvoir mystiques des différentes localités. Aussi des ressortissants ayant participé à la rébellion de la Côte Ivoire	Afin de répondre aux exactions des bandits et aux terroristes ces groupes se sont formés pour défendre leurs communautés. Ils sont organisés conformément aux chartes des donzos des différentes zones.	Les autorités traditionnelles (chef de village, imam et ressortissants) sont des allers. Ils peuvent aussi avoir des assistances des autres groupes d'auto-défense d'une communauté comme les dogon qui viennent proposer leur expertise dans le cadre des relations des donzos.	Les cotisations des villageois et la contribution des ressortissants. Ils proposent leur assistance à la tenue de certaines foires hebdomadaires et perçoivent des prix d'encouragement	Les populations adhèrent à cette initiative d'auto-défense et elles l'entretiennent	Aujourd'hui l'espoir des populations repose sur ces groupes d'auto-défense en termes de sécurité dans les localités. Après l'attaque de Hérémakono, les éléments de FDS ont abandonné leur position et les populations sont face à leur destin
20	CPA	Soumpi et Tonka (Tombouctou)	Groupe d'auto-défense	Jeunes de la localité	Les populations du sud pour intégrer le DDR	Pillages et braquage	Accord de la communauté	
21	MAA (Arabe)	MAA (Arabe)	Lemeb (Tombouctou)	Indépendantiste	Jeunes et Anciens	CMA et Anciens	Pillages et braquages	Attente

22	MNLA (Touraeg)	Gargando, Ber, Goundam, Razelma et Dianka (Tombouctou)	Indépendantiste	Jeunes et Anciens	CMA et Anciens	Pillage et braquage	Attente	
23	Ganda -Koy	Diré et Goundam (Tombouctou)	Groupe d'auto-défense	Jeunes et Anciens	CMA-MNLA-Anciens	Pillages et braquages	Attente	
24	Ganda Izo	Diré et Goundam	Groupe d'auto-défense	Groupe d'auto-défense	Jeunes et Anciens	MNLA et anciens	Pillages et braquages	
25	HCUA	Gargando, Ber, Goundam, Razelma et Dianka (Tombouctou)	Indépendantiste	Groupe d'auto-défense	Jeunes et Anciens	MNLA et anciens	Pillages et braquages	
26	FLN	Gargando, Ber, Goundam, Razelma et Dianka (Tombouctou)	Groupe d'auto-défense	Groupe d'auto-défense	Jeunes et Anciens	MNLA et anciens	Pillage et braquage	
27	CPA	Soumpti (Tombouctou)	Groupe d'auto-défense	Jeunes de la localité	Les populations du sud pour intégrer le DDR	Pillage et braquage	Consentant	Chômage
28	MAA (Arabe)	Lemeb (Tombouctou)	Indépendantiste	Jeunes et Anciens	CMA et Anciens	Pillage et braquage	Attente	
29	MNLA (Touraeg)	Gargando (Tombouctou)	Indépendantiste	Jeunes et Anciens	CMA et Anciens	Pillage et braquage	Attente	
30	CMA (arabe)	Gargando (Tombouctou)	Indépendantiste	Jeunes et Anciens	MNLA et anciens	Pillage et braquage	Attente	
31	Ganda -koy	Diré (Tombouctou)	Groupe d'auto-défense	Jeunes et Anciens	CMA-MNLA-Anciens	Pillage et braquage	Attente	
32	CMA	Goundam (Gargando), Diré, Tombouctou, Rarous (Tombouctou)	Communauté, Ethnie-Petit groupe	Désertés, Anciens, Jeunes désœuvrés	Ils sont tous alliés avec un réseau de fraude	Frais d'inscription, fraude, trafic de stupéfiants, migration clandestine, assassinat ciblé, vol,	Positive, la sécurité des personnes et leurs biens	Ils sont tous issus du mouvement rébellion de 2012 ; après quelques-uns sont sortis pour aller créer d'autres groupes.
33	Ganda koy	Tombouctou (Kabarà), Diré (Kondy)	Communauté, Ethnie-Petit groupe	Désertés, Anciens, Jeunes désœuvrés	Ils sont tous alliés avec un réseau de fraude	Frais d'inscription au groupe, fraude, trafic de stupéfiants, migration clandestine, assassinat ciblé, vol	Positive, la sécurité des personnes et leurs biens	Ils sont formés par les anciens ou les militaires en désertion
34	Yar Ganda	Tombouctou (Kabarà)	Communauté, Ethnie-Petit groupe	Anciens, Jeunes désœuvrés	Ils sont tous alliés avec un réseau de fraude	Frais d'inscription, fraude, trafic de stupéfiants, migration clandestine, assassinat ciblé, vol, braquage,	Positive, la sécurité des personnes et leurs biens	Un registre est ouvert pour tout volontaire voulant adhérer. En effet le volontaire s'acquitte des frais d'inscription et apporte une ou des armes
35	CPA	Goundam (Acharane, Tonka), Soumpti (Niafunké), (Tombouctou)	Communauté, Ethnie-Petit groupe	Désertés, Ancien, Jeunes désœuvrés	Ils sont tous alliés avec un réseau de fraude	Frais d'inscription, fraude, trafic de stupéfiants, migration clandestine, assassinat ciblé, vol, appui de la diaspora	Positive la sécurité des personnes et leurs biens	Absence de conflit ethnique

36	Gathia	Gourma (Tombouctou)	Communauté, Ethnie-Petit groupe	Désertés, anciens rebelles, jeunes désœuvrés	ils sont tous alliés avec un réseau de fraude	Frais d'inscription, fraude, trafic de stupéfiants, migration clandestine, assassinat ciblé, vole, appui extérieur	Positive la sécurité des personnes et leurs biens	
37	M A A	Lemb (Tombouctou)	Communauté, Ethnie-Petit groupe	Désertés, anciens rebelles, jeunes désœuvrés	ils sont tous alliés avec un réseau de fraude	Frais d'inscription, fraude, trafic de stupéfiants, migration clandestine, assassinat ciblé, vole, appui extérieur	Positive la sécurité des personnes et leurs biens	
38	M N L A	Goundam (Ber, Razelma, Gargando, Dianka) (Tombouctou)	Communauté, Ethnie-Petit groupe	Désertés, anciens rebelles, jeunes désœuvrés	ils sont tous alliés avec un réseau de fraude	Frais d'inscription, fraude, trafic de stupéfiants, migration clandestine, assassinat ciblé, vole, appui extérieur	Positive la sécurité des personnes et leur biens	
39	C I T A	Tombouctou, Niakoubo, Goundam (Tombouctou)	Communauté, Ethnie-Petit groupe	Désertés, anciens, jeunes désœuvrés	ils sont tous alliés avec un réseau de fraude	Frais d'inscription, fraude, trafic de stupéfiants, migration clandestine, assassinat ciblé, vole, appui extérieur	Positive la sécurité des personnes et leurs biens	
40	G A T	Gourma, Léré (Tombouctou)	Communauté, Etrangers	Désertés, anciens, jeunes désœuvrés	ils sont tous alliés avec un réseau de fraude	Frais d'inscription, fraude, trafic de stupéfiants, migration clandestine, assassinat ciblé, vole, appui extérieur	Positive la sécurité des personnes et leurs biens	
41	Gand Izo	Diré, Goundam (Tombouctou)	Communauté, Ethnie	Désertés, anciens, jeunes désœuvrés	ils sont tous alliés avec un réseau de fraude	Frais d'inscription, fraude, trafic de stupéfiants, migration clandestine, assassinat ciblé, vole, appui extérieur	Positive la sécurité des personnes et leurs biens	
42	FLN	Diré, Goundam (Tombouctou)	Communauté, Ethnie	Désertés, Ancien, jeunes désœuvrés	ils sont tous alliés avec un réseau de fraude	Frais d'inscription, fraude, trafic de stupéfiants, migration clandestine, Quatar, assassinat ciblé, vol, appui extérieur	Positive la sécurité des personnes et leurs biens	
43	A C I A	Goundam (Ber, Razelma, Gargando, Dianka) (Tombouctou)	Communauté, Ethnie	Désertés, Anciens, jeunes désœuvrés	ils sont tous alliés avec un réseau de fraude	Frais d'inscription, fraude, trafic de stupéfiants, migration clandestine, assassinat ciblé, vole, appui extérieur	Positive, la sécurité des personnes et leurs biens	
44	C F M P R1	Diré, Goundam (Tombouctou)	Communauté, Ethnie	Déserté, Ancien, jeunes désœuvrés	ils sont tous alliés avec un réseau de fraude	Frais d'inscription, fraude, trafic de stupéfiants, migration clandestine, Quatar, assassinat ciblé, vole, appui extérieur	Positive, la sécurité des personnes et leurs biens	
45	C F M P R2	Diré, Goundam (Tombouctou)	Communauté, Ethnie	Désertés, Anciens, jeunes désœuvrés	ils sont tous alliés avec un réseau de fraude	Frais d'inscription, fraude, trafic de stupéfiants, migration clandestine, assassinat ciblé, vole, appui extérieur	Positive, la sécurité des personnes et leurs biens	

46	C F M P R3	Dire, Goundam (Tomboucou)	Communauté, Ethnie	Déserté, Ancien, Jeunes désœuvrés	Ils sont tous alliés avec un réseau de fraude	Frais d'inscription, fraude, trafic de stupéfiants, migration clandestine, assassinat ciblé, vole, appui extérieur	Positive, la sécurité des personnes et leurs biens	
47	MNLA	Tidermène(Ménaka)	Mouvement indépendant-tiste ; Opposition à l'armée malienne par des attaques et destruction des biens de l'Etat	Le mouvement est composé de l'ethnie de Ichidiharane	L'ethnie des Imagrane par alliance tacite Membres de la CMA	Contributions ; Dons ; L'argent généré au niveau des postes de contrôle	La perception des populations est bonne	Le groupe participe à la sécurisation de la ville de Ménaka
48	HCUA	Chimam(Ménaka)	Mouvement indépendant-tiste	Le mouvement est composé de l'ethnie de Ichidiharane de la localité de Chimam	Pas d'allié connu ; Membres de la CMA	Partenaire à Kidal ; Contributions ; Dons	La population de la localité de Chimam soutient et approuve ce mouvement	Le groupe participe à la sécurisation de la ville de Ménaka
49	MAA (Mouvement Arabe de l'Azawad)	Inazol et Ménaka ville (Ménaka)	Mouvement indépendant-tiste	Communauté arabe de Ménaka	Membre de la CMA	Contributions ; Dons	La population les voit comme des étrangers	Le groupe participe à la sécurisation de la ville de Ménaka
50	GATIA	Ikadewane et Ménaka ville (Ménaka)	Mouvement d'autodéfense	Ingade	Ethnie des Iboghiltane et Idarrane ; Membre de la plateforme	Dons, Contributions ; L'argent généré au niveau des postes de contrôle	La population a beaucoup confiance en ce mouvement et le soutient sur tous les plans	Initiateur de l'opération « MENAKA SANS ARMES »
51	MSA (Mouvement pour le Salut de l'Azawad)	Anderamboukane ; Ménaka ville et Inékar (Ménaka)	Mouvement d'autodéfense	Daoussahak	Membre de la plateforme	Dons Contributions ; L'argent généré au niveau des postes de contrôle	Accompagnement des actions de sécurisation	Tous les membres sont de la région de Ménaka ce qui leur donne plus d'ancrage que les autres
52	CM/FPF 1	Ménaka ville (Ménaka)	Mouvement d'autodéfense	Sonfhai et Bellah	Membre de la plateforme	Contributions ; Dons	Ce mouvement est toujours disponible, toutes les actions de sécurisation des populations	Il bénéficie du soutien inconditionnel des populations
53	Ganda Koy	Ménaka ville (Ménaka)	Mouvement d'autodéfense	Sonfhai, Bellah et Haoussa	Membre de la plateforme	Contributions ; Dons	Ils ne sont pas nombreux mais très efficace et engagés	Il bénéficie du soutien financier et matériel de la population
54	Ganda Izo	Ménaka ville (Ménaka)	Mouvement d'autodéfense	Sonfhai, Bellah et Adranthia	Membre de la plateforme	Contributions ; Dons	Ils ont peu de moyens mais ils sont beaucoup engagés et très disponibles à rendre service	Il bénéficie du soutien financier et matériel de la population

55	CMA (Coordination des Mouvements de l'Azawad)	Kidal, Ménaka, Tombouctou (Ber, Goundam, Léré), Léré), Taoudéni), Gao		MNLA MAA CMA HCUA La CMA est composée de trois Mouvements (MNLA, HCUA et le MAA). Cette coordination est présente aux niveaux des cinq Régions du Nord Mali. En plus des trois mouvements qui le composent, la CMA a des bons rapports avec le GATIA de Haiballa AG HAMZATA dont le fief est à Aguelhoc dans la Région de Kidal, le MSA-C, la CMFPR II qui aussi se proclame être CMA, le MAA-PF à travers Hanoune et OULD MATALI et la CMFPR I à travers Maître Harouna TOURE.	GATIA- Haiballa MSA-C CMFPR II MAA-PF CMFPR I	Contribution , prélèvement des taxes et impôts	Elle assure la sécurité de la région de Kidal en exclusivité.	
56	PLATEFORME	Tombouctou (Gossi, Rharouss) Gao (N'Tillit, Tessit, Inchawadij) Kidal (Aguelhoc et Takalotte, Anefus) Gao (Ansongo, Fafa, Bourra et Ouategouna) Gao (Tabankort, Almoustarat ) Kidal (Anefus)		La plateforme est allié au MSA-Daousahq et composé de : GATIA CMFPR I (GANDAIZO, GANDAKOY et FLN) MAA-PF. Actuellement des sérieux problèmes entre les deux parties à cause d'un rapprochement d'un groupe au mouvement terroriste.				
57	MSA (Mouvement pour le Salut de l'Azawad-Daousahq)	Ménaka, Andéramboukane, Inékar et Ansongo (Talataye)	Mouvement armé accusé d'accointances avec certains groupes terroristes	Composé essentiellement des populations des régions dites Nord du Mali				Ce mouvement qui se reclame être de la Plateforme mais n'est pas accepté par une grande partie et dans tous les cas reste fidèle aux idéaux du Général Gamou

58	CME (Coordination des Mouvements de l'Entente) ou Groupes de l'inclusivité	Gao (Inchawadji et Telensi) Tomboutou, et		MSA (Mouvement pour le Salut de l'Azawad-Chamana-mass) CPA (Congres pour l'Azawad) Congrés Justice dans Azawad FPA Front populaire Azawad CMFPR II (GANDAIZO, GANDAKOY FLN, MBAJEN, MPRD) Principalement issues de communautés noires sonhaï, peulh et tamasheq. Ils sont alliés au GATIA (Plateforme)							Cette partie est la plus désordonnée à cause du fait qu'elle n'a pas de limite, chaque jour des groupes ou parties naissent et se désolidarisent de leur ancienne coordination. Et cela impacte négativement sur l'application de l'accord
59	Karamoko niiko	Cercle de Tomi-nian et une partie de San (Tenei, Kimparana) (rgion de Ségou)	Intervention contre les bandits, voleurs et semeurs de terreurs et protection des personnes et leurs biens	Bureau de 10 membres siège à Tenei	L'objectif est unique. Composé des représentants des villages membres	Les contributions des membres, des villages et les dons	Une entière satisfaction de la part des populations	Diminution du banditisme et des braquages			
60	Milice donsons	Dans les 11 Communes du cercle de Macina (tous les villages)	Substitution à l'État, maître des lieux	Un Quartier Général et des représentants dans presque tous les villages	Seulement en alliance avec les milices d'autres communes et localités	Le butin de la gestion des différends, ou encore ce qu'eux-mêmes appellent contraventions et rançons	Les populations ont aujourd'hui plus peur de ces groupes que les djihadistes, les gens les voient comme des malfaiteurs aujourd'hui	Certains font des exactions à l'insu des autres. Ils font des enlèvements, des tortures, ils font leur loi.			
61	Les djihadistes	Frontière Macina-Tenenkou dans les forêts de Diakera et vers les zones de Tougou(Mopti et Ségou)	Motocyclettes, en pick-up, imprévisibles	Inconnu	Probablement des espions parmi les communautés	Pillages de biens (animaux) aides extérieures	Extrême peur	Attaquent généralement les symboles de l'État et les agents des collectivités			
62	Des bandits armés	Partout dans les 11 communes du cercle Macina (Ségou)	Se déguisent en donzos et parfois en djihadistes	Evoluent en binôme généralement		Butin de vol	Prêtes à les éliminer si l'occasion se présente	Ils sont souvent de la communauté ou encore des élèves dosons égarés			

## I.5 Typologie des groupes armés et de manifestation

Dans cette étude, le concept de « groupes armés » renvoie à une organisation d'individus armés, structurés ou pas visant à conquérir ou à défendre un ou des intérêt(s) particulier(s) dont le mode d'action peut aussi varier selon l'origine sociale, la culture, l'identité, l'environnement, l'histoire, la sociologie et la dynamique du pouvoir dans le système existant.

Au Mali, il existe aujourd'hui plusieurs mouvements armés qui sont nés ou ont évolué à la suite de la crise sécuritaire que connaît le pays depuis les événements de 2012. À côté de ces organisations d'individus armés, il existe également les entrepreneurs de la violence avec le référentiel musulman (djihadistes), les réseaux de trafiquants et les bandits armés qui entretiennent des rapports de collaboration et d'entraide dans le contexte d'un État affaibli et contesté à certains égards.

Les groupes armés présents au Mali peuvent être catégorisés en trois grands types :

- Les groupes armés indépendantistes et alliés (engagés dans le processus de paix de 2015) ;
- Les groupes armés constitués en réponse aux menaces des groupes indépendantistes et terroristes (nés à la suite d'une mutation des mécanismes de vigilance, confrérie des chasseurs traditionnels, sentiment d'absence de sécurité et de justice) et de la non-satisfaction de l'offre de sécurité de la part de l'État ;
- Les groupes extrémistes violents avec le référentiel musulman (terroristes).

A la lumière des données recueillies sur le terrain, il est important de définir et de donner les caractéristiques des trois types de groupes armés présents au Mali et leur mode d'action et / ou de manifestation.

### a. Les groupes armés indépendantistes et alliés

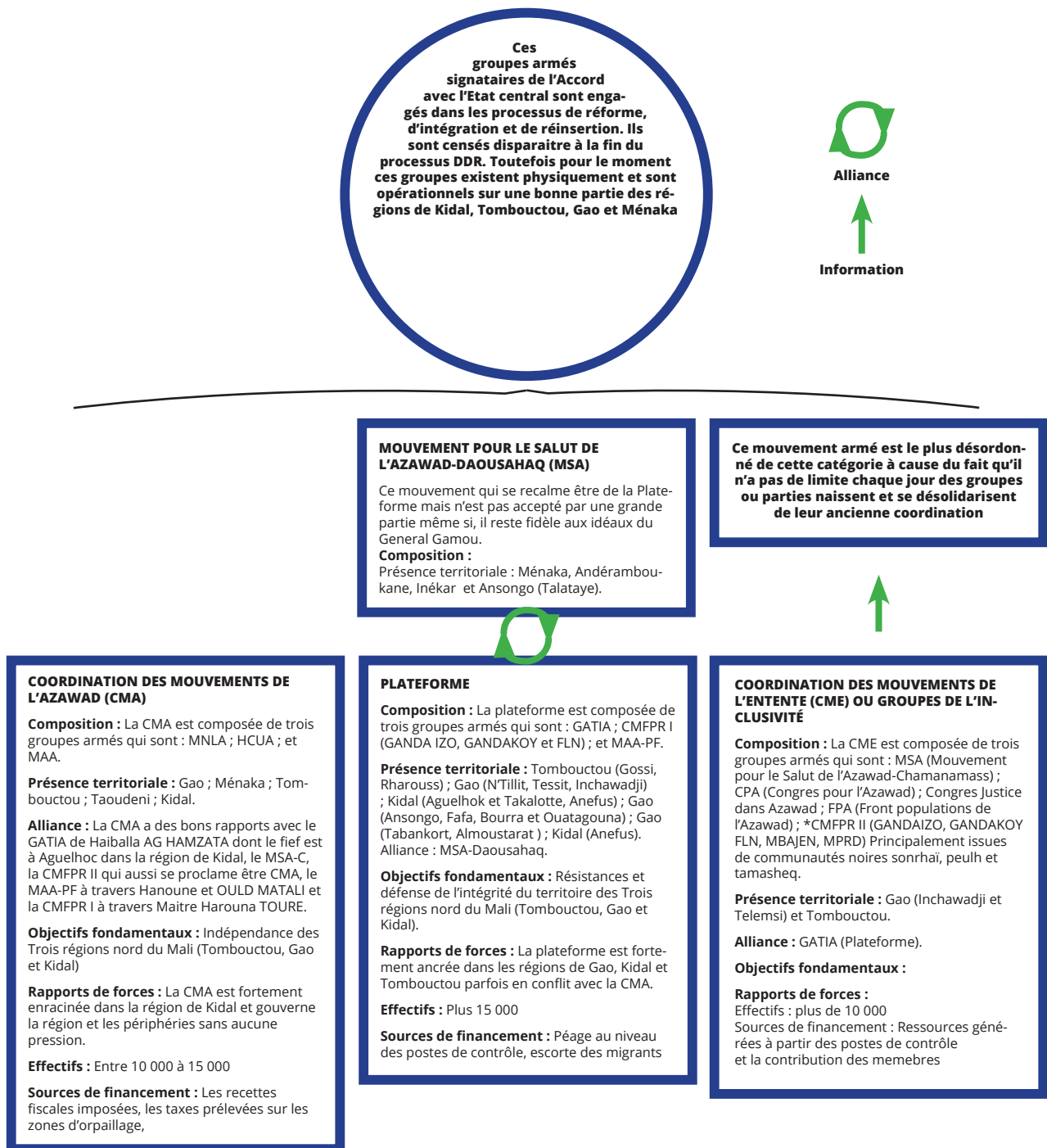
Le Mali fait face de façon cyclique à la naissance de groupes armés indépendantistes depuis les années 1960. A chaque insurrection armée, ces groupes entrent en dissidence et l'on assiste à la création de sous-groupes à caractère tribal et communautaire pour défendre des intérêts spécifiques ou pour s'allier à l'Etat central.

Ces types de groupes armés à la différence des autres sont mieux structurés avec une aile politique, un projet politique et une ligne de revendication. Pourtant, pour défier l'État central, ils n'hésitent pas à nouer des alliances avec d'autres acteurs de la violence, en l'occurrence les groupes terroristes. Ce fut le cas par exemple en 2012 entre le Mouvement indépendantiste MNLA et Al-Qaïda afin de mettre en difficulté l'armée malienne. Il est à rappeler qu'ils sont partie prenante de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger, signé par

les parties en 2015.

Quant à leurs manifestations, ce sont souvent des revendications avec des armes qui entraînent des affrontements entre ces groupes et les forces armées loyales maliennes d'une part, et entre les groupes eux-mêmes (CMA et GATIA par exemple).

Figure 1 : La différents groupes armés indépendantistes cartographiés sur toute l'étendue du territoire malien.



Au-delà des mouvements susmentionnés, il faut y ajouter deux milices armées créées par les Généraux Gammou et Maydou en vue de mater la rébellion de Ag Bahanga des années 1990<sup>5</sup>. Ces milices soutenues par le régime du président Amadou Toumani Touré, se transformeront par la suite en mouvements armés avec la crise de 2012. Il s'agit de la milice de Ould Maydou, devenue le MAA (Mouvement Arabe de l'Azawad) et celle de Gammou, le GATIA (Groupe Armé Imaghad et Alliés). Quant aux autres mouvements, ils sont nés à la suite des divergences de point de vue, des doctrines, des modalités de réintégration et même de sentiments de trahison de la part des leaders. En effet, on peut citer des groupes dissidents.

#### **Mouvements dissidents nés avant la signature de l'Accord :**

- Le FPA (Front Populaire de l'Azawad), dissident du MNLA, a vu le jour en 2012
- La CPA (Coalition du Peuple de l'Azawad), dissident du MNLA, créé en 2014
- La CMFPR 2 (Coordination des Mouvements et Forces Patriotiques de Résistance), dissident de la CMFPR 1 en 2014
- Le MPSA (Mouvement Populaire pour le Salut de l'Azawad), dissident du MAA loyaliste en 2015.

#### **Mouvements dissidents nés après la signature de l'Accord :**

- Le MSA (Mouvement pour le Salut de l'Azawad), issu de la CMA en 2016 et encore scindé en MSA-D (Daousahak) et en MSA-C (Chamananmas)
- CJA (Congrès pour la Justice de l'Azawad) issu de la CMA en 2016.

En raison de la multiplicité des mouvements avec les dissidences qui ont jalonné le parcours du processus, il est difficile de lister tous les mouvements et leurs leaders. Les plus actifs sont entre autres :

- MNLA : Bilal Ag Acherif ;
- HCUA : Al Ghabbas Ag Intalla ;
- MSA-D : Moussa Ag Acharoutman ;
- MSA-C : Alla Ag Elmehedi ;
- CPA: Mohamed Ousmane Ag Mohamedoun ;
- CMFPR 1 : Maître Harouna Toureh ;
- CMFPR 2 : Ibrahim Kantao ;
- MAA Loyaliste : Ahmed Ould Sidi Ahmed ;
- MAA CMA ; Sidi Ibrahim Ould Sidat ;
- MPSA : Boubacar Sedigh Ould Taleb ;
- FPA : Hassan Ag Mehdi.

S'agissant des localités d'intervention, il est difficile de trouver une zone propre à un seul mouvement. Dans chaque localité, coexistent plusieurs organisations (souvent des groupes de jeunes en voulant affirmer leur leadership dans leur localité s'autoproclament alliés d'un groupe influent). Ainsi, quelques aires d'intervention sont données<sup>6</sup>. Dans toutes les régions du Nord, on trouve la CMA

5 . Entretien, avec le Secrétaire d'un Mouvement armé, mars 2020.

6 . Entretien avec le chef d'État-major des Forces de Libération du Nord, mars 2020.

(MNLA, HCUA, MAA), MAA loyaliste, CPA, MSA-D, MSA-C, GATIA, CMFPR 1, GATIA. Même la région de Kidal reste effectivement sous la domination de la CMA.

Il est à noter que dans ce conflit fratricide, tous les moyens sont bons pour parvenir à ses fins, même pactiser avec le diable. C'est ainsi qu'après maints constats, souvent faits par des experts indépendants (Nations Unies, Organismes non gouvernementaux...), certains mouvements sont pointés du doigt comme ayant une interaction avec les groupes terroristes. Parmi eux, on peut citer : la CMA (HCUA, MAA), le MAA loyaliste et même certains mouvements de la CMFPR (Ganda Izo).

**b. Les groupes armés nés en réponse aux menaces des groupes indépendantistes et terroristes et de la non-satisfaction de l'offre et de la demande de sécurité de la part de l'État central**

Ces groupes armés sont nés de la fragmentation de la lutte armée entre l'Etat et les groupes armés indépendantistes. Face à l'éclosion de foyers de tension au centre du pays (Mopti et Ségou) de suite de la mauvaise gestion des ressources naturelles et les tares de l'État dans la délivrance des services sociaux de base. Alors, ces groupes armés qui au départ s'étaient montré comme des remparts contre les forces du mal, ont progressivement évolué vers des activités économiques, du contrôle des ressources et de l'exercice des violences ciblées dans des zones grises où l'autorité de l'Etat est faible ou n'existe pratiquement pas.

*Les groupes armés (autodéfenses et milices) sont composées de chefs d'Etat-major et des adjoints, des chargés de communication, des commandants de zones et des combattants.*

Leurs modes d'action se traduisent par des actes de guérilla, la guerre asymétrique, les assassinats ciblés, les arrestations arbitraires et la justice vindicative. Les pillages, le racket des populations, les alliances contre nature et la collaboration avec les réseaux de trafiquants constituent les sources de financement majeures de ces groupes armés.

Dans la région de Mopti : actuellement il existe officiellement trois (3) groupes d'autodéfenses dont deux (2) sont issus de Dana Ambassagou et un autre créé par un groupe de jeunes Dogon appelé « Fato bugu » qui est connu par sa dangerosité et ses pratiques horribles.

#### **DANA AMBASSAGOU**

Dan Na Ambassagou ou Dan Nan Amassagou est un groupe d'autodéfense de chasseurs dogons fondé vers 2016 dans la région de Mopti au Mali. Composé des anciens chasseurs, jeunes vivant sur place, des retraités des rébellions de la côte d'ivoire et du Liberia rentrés pour protéger leur communauté. Le groupe compte environ 4000 à 6000 individus. Le groupe s'autofinance à travers un système de quête communautaire, les rackets, la surveillance des axes routiers, les pillages et les financements individuels. Ayant des connexions dans toute la région de Mopti et même dans les régions voisines, ce groupe concentre ses forces dans les cercles de Koro, Bankass, Bandiagara et Douentza.

#### **DANA ATEM**

est un groupe d'autodéfense constitué d'anciens membres de Dana Ambassagou ayant quittés le groupe lors de la signature des accords entre certaines communautés peulh et Dogon dans le cercle de Koro en début 2020, initié par des transporteurs Dogon de Koro.

#### **DANA AMATEMNÉ**

n'est pas officiel, mais existe et opère au niveau du plateau Dogon. Ce groupe aussi est composé d'ex-membres de Dana Ambassagou et quelques Donzo du Burkina Faso voisin.

Il faut noter que Dana Ambassagou n'a pas de contrôle ni d'influence sur ces deux groupes, il peut y avoir des collaborations ou des alliances basées sur des intérêts immédiats. Par exemple : En janvier 2021, il y a eu un affrontement sur la route Somadougou-Sevaré entre une unité du génie militaire (FAMas) et un groupe de chasseurs traditionnels (Donzos) ayant fait 2 morts côté Donzo, tous les Donzos de la région de Mopti se sont regroupés à Somadougou pour affronter les militaires, et défier l'autorité de l'Etat. Il a fallu des médiations pour calmer les Donzo et tous les 3 groupes d'autodéfenses étaient présents et engagés dans le combat.

Dans la Commune de Sio, toujours dans la région de Mopti, A somadougou, il y a 2 groupes d'auto-défense c'est -à- dire « Fatobugu » issu de Dana ambassagou et le groupe mis en place par Sekou Bolly pour la récupération des jeunes djihadistes peulh dans les rangs de la Katiba Macina. Le groupe de Sekou bolly est né d'un groupe djihadiste dirigé à l'époque par lui-même et opérait dans les frontières Mali-Burkina entre 2012 et 2015 avant de le transformer en un groupe d'auto-défense pour la protection de la communauté peulh dans la région. Le groupe est présent dans quelques communes des cercles de Mopti, Djenné, Bandiagara, Teninkou et vers Tominian dans le cercle de San. Ce groupe de Bolly est considéré par certains peulhs comme un groupe mis en place par ce dernier pour profiter des avantages du DDR.

**Dans la région de Ségou : la Katiba de Macina règne en maitre dans toute la région avec des connexions dans la régions de Mopti et de Sikasso. actuellement il existe des sous groupes mobiles qui sont retranchés dans des grottes dans la région de Koutiala.**

En plus de la Katiba de Macina, dans la région de Ségou et sa périphérie règnent également d'autres groupes d'autodéfenses bambara

#### **KARAMOKO NI KO**

Il existe dans le cercle de Tominian et une partie de San (Teneni, Kimparana), des groupes d'intervention contre les bandits, voleurs et mouvements extrémistes pour protéger les personnes et leurs biens. Un bureau de 10 membres siège à Teneni. Il est composé des représentants des villages membres avec la contribution financière des membres et des villages plus des dons. Les groupes ont une entière satisfaction de la part des populations à cause de la diminution du banditisme et des braquages depuis leur mobilisation.

#### **MILICE DONZOS**

Elle existe dans les 11 Communes du cercle de Macina (tous les villages) pour protéger les communautés bambaras de l'influence de la Katiba de Macina. Elle se substitue à l'autorités de l'Etat, et s'érige en maitre des lieux. Elle a un Quartier Général et des représentants dans presque tous les villages du cercle de Macina (région de Ségou). Cette milice a également un système d'alliance avec les mouvements armés d'autres communes et localités du cercle de Macina et sa périphérie. Elle s'autofinance à partir des butins de la gestion des différends, ou encore ce qu'elle même appelle les contraventions et les rançons. Les populations ont aujourd'hui plus peur de ces groupes que les terroristes, les gens les voient comme des bandits et des prédateurs. En effet, ces groupes sont taxés des exactions et des bavures.

En plus de ces zones de prédilections, ces groupes armés règnent également dans les localités suivantes : Niono ; Diabaly ; Dogofry ; Sokolo ; Farabougo (Région de Ségou).

### **c. Les groupes extrémistes violents avec le référentiel musulman (terroristes)**

Les groupes terroristes sont des organisations avec une composante religieuse, une composante banditisme, une composante trafic et une composante mercenaire. Contrairement aux deux autres groupes armés, leurs objectifs consistent à instaurer une zone de non droit pour se livrer en toute impunité à toutes sortes de trafics, d'appliquer la charia dans les zones de prédilection et d'étendre leur influence en constituant un émirat doté d'un immense territoire couvrant une large partie du territoire malien mais également du Sahel.

*Les groupes djihadistes sont composés de sections de communication, défense, renseignement, éducation-prêche et une section justice pour appliquer la Charia.*

Ces groupes se manifestent par une extrême violence et l'effet d'éclat à partir d'actes horribles qui entraînent un sentiment d'abandon et incitent la population à la haine contre l'Etat. Ils s'adonnent aux raptés d'Occidentaux, au trafic d'armes et de drogues, aux nombreuses exactions sur les populations civiles et une guerre asymétrique contre les symboles de l'État en occurrence les forces de défense et de sécurité.

Les groupes djihadistes et mouvements extrémistes présents dans les régions du nord et du centre sont aujourd'hui AQMI, l'Etat Islamique du Grand Sahara (EIGS), et la branche régionale d'Al-Qaïda, Jama'at Nusrat al Islam wal Muslimin (JNIM). Ces groupes profitent de la faible présence de l'autorité de l'Etat dans ces régions, et de la précarité des éleveurs pour s'enraciner dans leur communauté afin de recruter et constituer des sous-groupes (les exécutants).

Il convient de signaler que les narcoterroristes qui sévissent actuellement au Mali sont organisés en réseaux et bénéficient de couvertures et de bases locales, avec des ramifications bien structurées dans plusieurs pays de la sous-région. Ils ont trouvé sur le terrain d'autres acteurs, notamment des trafiquants de tout acabit, de cigarettes, d'alcool, de véhicules et de bétail volés, de drogues, d'êtres et peut-être d'organes humains qui, eux aussi, ont profité de terreaux propices comme la pauvreté, la misère, la marginalisation, l'exclusion, les conflits identitaires ou communautaires mais aussi le laxisme voire la complicité de certains services de contrôle aux frontières, gangrenés par la corruption<sup>7</sup>.

Cette hybridation des acteurs a renforcé les capacités d'implantation de la criminalité organisée au Sahel, au Mali en particulier. Les trafiquants en tout genre et les terroristes se sont implantés parfois durablement en usant des mêmes subterfuges : la séduction par l'argent sale, l'intégration aux communautés locales par le mariage ou des pactes jamais écrits avec des chefferies locales<sup>8</sup>. Ils ont tiré l'avantage de la difficulté qu'éprouve l'État du Mali à exercer un contrôle effectif et efficace sur son territoire, notamment sur les frontières.

7 . Assanvo W ; Dakono B ; Thérroux-Bénoni L A et al, Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma, West Africa Report, Institut d'études de sécurité. (2019).

8 . Entretien avec le secrétaire politique d'un mouvement armé à Tombouctou, mars 2020.

## 1.6 Maillage territorial et niveaux d'ancrage sociologique des groupes armés à la lumière du terrain

Le maillage sécuritaire reste toujours faible à cause de la concentration dans les bases des forces armées maliennes et leurs alliés et des attaques asymétriques qu'elles subissent de la part des groupes radicaux violents avec le référentiel musulman. Certains avant-postes militaires ont été abandonnés. Cela a favorisé la conquête d'une bonne partie du territoire par les groupes armés d'autodéfense, milices armées mais également les groupes terroristes et leurs sous-groupes.

A la lumière des informations collectées dans le cadre de cette étude, pour mieux illustrer le maillage territorial et le niveau d'ancrage sociologique des groupes, il est apparu utile de répartir le territoire en deux pôles d'insécurité majeurs : Nord et Centre avec bien évidemment des connexions au Sud et quelques timides actions qui sont à enregistrer dans les localités de Yelimani ; Diema ; Nara et Banamba (régions de Koulikoro et de Kayes).

### a. Pôle 1 : Gao, Kidal, Ménaka, Taoudeni et Tombouctou :

Dans ce pôle d'insécurité, les groupes armés indépendantistes sont à l'origine de la menace sécuritaire mais ils ont été supplantés par les groupes terroristes en quête de zones de prédilection. En effet, les deux groupes vont beaucoup jouer sur les ficelles communautaires et géographiques afin de drainer un nombre important des populations derrière les causes défendues<sup>9</sup>.

Cependant, des communautés vont s'organiser à leur tour, en des groupes d'autodéfense pour se protéger et jouer dans le concert des rapports de forces entre ces groupes terroristes mais aussi avec l'État central de Bamako. Ces groupes (terroristes et mouvements armés) contrôlent une bonne partie de l'étendue de ces régions<sup>10</sup>, et sont très enracinés dans les terroirs avec une capacité de pouvoir conduire des actions violentes ponctuelles à tout moment. En vue de contrôler une bonne partie des dites localités, les groupes incitent souvent les communautés à la haine contre l'armée et ses alliées pour le contrôle de leur base.

Pour les groupes terroristes, ils se manifestent par des rapt, des attentats, des attaques contre des camps des forces (nationales et internationales) présentes sur le terrain, de vol de bétails, de l'application de la charia dans certains endroits, des assassinats ciblés et des enlèvements qui constituent des sources de revenus pour les groupes terroristes. Pour la commission des forfaits, ils utilisent très souvent des motos et aussi parfois en convoi de pick-up. Il est à noter qu'au début de la crise sécuritaire au nord du Mali, les cibles étaient essentiellement les ressortissants occidentaux et les agents de l'État en occurrence, les hommes en uniforme. Aujourd'hui, les ravisseurs s'attaquent de plus en plus aux autochtones et procèdent à des enlèvements brutaux et violents contre paiement de rançon<sup>11</sup>.

9 . Entretien avec un membre de la CMA, Kidal, mars 2021.

10 . Entretien avec le chef d'État-major du groupe l'Inclusivité, Gao, mars 2021.

11 . Entretien avec la Plateforme, Ménaka, mars 2021.

L'environnement sécuritaire demeure toujours précaire avec souvent une accalmie inondée de sentiment de méfiance entre l'ensemble des populations, forces armées, groupes armés et leaders traditionnels. Dans ce pôle d'insécurité, la région de Gao est aujourd'hui la plus sensible (les communes de Gounzourèye, de Soni Ali ber, de N'tililt avec le site d'orpaillage, les cercles d'Ansongo et de Bourrem). La ville de Gao est la plus dangereuse à cause de la présence des Quartiers Généraux (QG)<sup>12</sup> des groupes armés. Il y'a aussi l'existence du site d'orpaillage à quelques kilomètres de Gao à N'tahaka. , où aujourd'hui, il y a des personnes de toutes les nationalités sans contrôle effectif des mouvements.

*Les zones les plus sensibles de la région de Tombouctou sont : \_Soumpi (à l'ouest de Tombouctou près de Niafunké), Goundam, Gourma Rharous, Inabelbel, (au sud-Est de Tombouctou), Bintagoungou (à l'ouest de Tombouctou), Ndaki, \_Araoune, Tin-telout (situés entre Goundam et Tombouctou).*

Dans ce pôle d'insécurité, il faut noter des spécificités qui ressortent dans la région de Ménaka. Dans cette région aujourd'hui, les groupes armés aspirent à contribuer à la stabilisation. Et l'initiative "Ménaka sans armes" est un cas de succès qui a permis depuis quelques mois d'apporter la stabilité dans la région. Toutefois, cette stabilité est menacée par la lenteur de la mise en œuvre de l'accord issu du processus d'Alger. Le faible maillage sécuritaire entraîne de plus en plus de nouvelles formes de conflits intracommunautaires liés à la gestion et au contrôle des ressources naturelles.

*Selon des membres de communautés : « Nous ne pouvons plus aller voir nos animaux ou rendre visite à nos parents même à 20 km de Ménaka sans être inquiétés soit par un groupe armé d'une autre communauté ou par les terroristes. Nous sommes pris dans un étau<sup>13</sup>» .*

Les groupes terroristes qui sont dans les périphéries de Ménaka aujourd'hui, obligent les communautés à s'ériger contre les forces armées pour leur survie :

*« Tu peux rester dans la zone si tu ne fournis aucune information aux éléments des forces armées qui les traquent. S'il t'arrive de signaler leur emplacement, c'est l'exécution. C'est le cas qui est arrivé aux populations de Chinagodare où tous les hommes ont été tués. Le village a reçu une visite de la force Barkhane ; et après leur visite, les forces françaises sont entrées dans la forêt, et il y a eu un accrochage entre elles et les terroristes. Pour ces derniers, ce sont les populations du village de Chinagodare qui les ont signalés<sup>14</sup>» .*

En plus des autochtones, il y a des acteurs venus d'autres pays dans cette zone : il s'agit de la Libye, de l'Algérie, de la République du Sahara Occidental, du Pa-

12 . Lors de collecte des informations, l'équipe de chercheurs a été reçue par quatre(04) États-majors des groupes armés. Même les groupes préfèrent l'appellation Mouvements.

13 . Focus groupe, Ménaka, mars 2021.

14 . Focus group, Ménaka, mars 2021.

kistan, du Niger et du Nigeria<sup>15</sup>. Ces acteurs sont présents vers la frontière entre la Mauritanie et le Mali, entre le Mali et l'Algérie et entre le Mali et le Niger. Il a été constaté la présence dans certains groupes terroristes de différentes nationalités qui ne parlent aucun dialecte malien. Ils parlent généralement l'anglais et constituent les bases du GSIM et de l'EIGS.

Quant aux mouvements armés, on dénombre plus de 15 000<sup>16</sup> dans les régions dites Nord du Mali. Ils sont rassemblés d'une part sur des critères communautaires et ethniques pour les groupes armés d'autodéfenses et indépendantistes ; d'autres part sur des critères communautaires et religieux pour les terroristes. Par exemple, les arabes de Tilemsi et d'Almoustrate sont sur leurs territoires à cheval entre Tilemsi et Tarkint ; en revanche les peulhs occupent la zone des trois frontières.

Pour illustrer le maillage territorial de la zone de chaque mouvement armé, l'on a :

- HCUA (Gao, Gabéro et Sidibé) ;
- Le CPA (Djébock et N'tililit) ;
- MNLA (Gao, Anchawadji, Tilemsi, et une partie de Gabéro) ;
- MAA(Gao et Almoustrate (Bourem)) ;
- GANDA KOY (Gao, Ansongo et Boureme) ;
- ACRTG (Gao) ;
- GATIA (toute la région) ;
- CMFPR 1(Gao, Fafa, Ansongo et une partie de Bourem) ;
- CMFPR 2 (Gao) ;
- CMFPR 3 (Gao, Gounzourèye) ;
- FPA(Gao, N'tahaka) ;
- Ganda Izo (toute la région de Gao) ;
- FLN (Gao, Ansongo et Bourem) ;
- GAT (Groupes Armés Terroristes) qui sont présents dans toute la région jusqu'aux frontières Mali-Niger et Mali-Burkina Faso.

Il faut noter que l'ensemble de ces mouvements sont membres de la CMA (MNLA, MAA et HCUA), de la plateforme (GATIA, GANDA KOY, ACRTG, Ganda Izo, CMFPR 1 ;2 et 3), ou des mouvements de l'Inclusivité (CPA, FPA). Et les mouvements de l'inclusivité sont bien représentés dans la région de Tombouctou.

Le leadership est assuré par un commandement tournant pour un mandat d'un mois pour chacun des trois (3) groupes à savoir la CMA, la plateforme et l'inclusivité. Mais chaque groupe a son Etat-major et son commandement. A l'intérieur des groupes armés c'est le plus influent et le plus fort en stratégie de guerre qui devient le leader. Pour les groupes terroristes, ce sont les chefs qui nomment les leaders.

15 . Entretien avec le secrétaire général d'un mouvement armé à Gao, mars 2021.

16 . Nos interlocuteurs reconnaissent qu'il est difficile, voire impossible de connaître le nombre exact des groupes terroristes. Idem pour les mouvements armés.

Certains groupes sont accusés de collaborer avec les terroristes : Yoro Ould DAHA du MAA, plateforme qui est accusée d'être derrière l'attentat dirigé contre le Mécanisme Opérationnel de Coordination (MOC) en février 2020 pendant qu'il rendait visite à ses parents dans un campement à 60 km de Gao ville :

*Le 18 janvier 2017 : un kamikaze à bord d'un véhicule se fait exploser dans un camp qui abrite les éléments du Mécanisme Opérationnel de Coordination au milieu de combattants des groupes armés de la CMA, de la plateforme et l'armée malienne qui s'étaient réunis pour mener des patrouilles mixtes dans le cadre du (MOC), convenu lors de l'accord d'Alger. Revendiqué par AQMI, l'attentat fait 54 morts et une centaine de blessés, soit le bilan de plus lourd de l'histoire du Mali<sup>17</sup>*

#### **b. Pôle 2 : Mopti et Ségou :**

Les populations des régions du nord et du centre recourent à des armes parfois très sophistiquées et évoluent dans des groupes d'autodéfense, des groupes terroristes, des milices d'obédience communautaire ou géographique afin de se protéger contre des éventuelles agressions ou des menaces. Cette floraison des armes rend chaque résurgence problématique avec les risques de dizaines, sinon de centaines de morts, de veuves, de milliers d'orphelins qui sont laissés pour compte<sup>18</sup>. Ces conflits ont très souvent été instrumentalisés et exploités par les groupes radicaux violents avec le référentiel musulman et ont fini par prendre une dimension religieuse et/ou communautaire. Cette hybridité des facteurs explique le pourquoi d'ailleurs, de l'inefficacité et du non-usage de certains mécanismes de prévention et de gestion des conflits qui jusqu'à une période récente parvenaient à maintenir le vivre ensemble et la cohésion entre les populations<sup>19</sup>.

Les régions de Mopti et de Ségou ont progressivement été atteintes par la crise sécuritaire du fait de la faible présence de l'autorité de l'Etat, du faible maillage sécuritaire et de l'accès limité à la justice surtout en matière de gestion des ressources naturelles. Ces régions ont vu naître des groupes armés à caractère communautaire qui avaient pour objectifs de renforcer le maillage sécuritaire et protéger les populations. Toutefois, les affrontements entre les groupes armés d'autodéfense et les groupes terroristes ont entraîné une concurrence entre éleveurs et agriculteurs et cela a favorisé l'extension de la crise sécuritaire du Nord au Centre.

*Ce sont les groupes terroristes de la Katiba Macina avec la collaboration de l'État islamique, les milices d'autodéfense, les bandits armés et souvent même les alliances*

17 . Focus group, Gao, mars 2021.

18 . Le camp établi à Ogossagou – un village peuhl situé à quelques kilomètres à l'est de la ville de Bankass au Mali, près de la frontière avec le Burkina Faso – a été pris d'assaut le 23 mars 2019, à l'aube, vers 5 heures du matin par une centaine d'hommes armés, à moto, habillés en tenue traditionnelle de chasseurs . 160 morts, tous de la communauté peuhle. Des greniers, des maisons, des animaux incendiés, ce fut le bilan de cette attaque qualifiée de carnage par certains et d'épuration ethnique à outrance ou tout simplement de génocide par d'autres. Les auteurs de ce crime odieux et abominable n'ont épargné aucune couche sociale : femmes, hommes, jeunes, enfants et vieillards. L'on comprend ici aisément à combien les mouvements armés détiennent des armes de guerre très sophistiquées.

19 . Les communautés recourent à la médiation traditionnelle à travers les hommes de caste, les religieux, les chefs coutumiers et les forces surnaturelles. Les conflits peuvent être parvenus ou gérés à travers la réconciliation par réparation, restitution et indemnisation. Cependant, ces différents mécanismes aujourd'hui peinent à parvenir ou à générer les conflits au regard de leur complexité et nature.

*entre l'armée et les groupes d'autodéfense qui sont à l'origine de l'érection d'un sentiment de rejet de l'Etat et la généralisation de la menace<sup>20</sup>.*

La crise humanitaire a entraîné le déplacement des populations civiles : surtout les femmes, les enfants, et les jeunes sont devenues des proies faciles pour le renforcement des rangs des groupes terroristes, trafiquants, bandits armés, ainsi que les groupes d'autodéfenses<sup>21</sup>.

*Dans la région de Mopti, la crise a débuté dans la zone inondée de la région, notamment les cercles de Tenenkou, Youwarou et une partie de Mopti et de Djenné. Cette menace a pris sa source dans plusieurs types de différends qui sont entre autres : \_Conflits fonciers, \_conflits intercommunautaires ou entre éleveurs et agriculteurs, \_stigmatisation de certaines communautés, mais surtout \_la mauvaise gouvernance<sup>22</sup>.*

Les groupes armés se manifestent dans ces régions par des attaques armées, des pillages, des destructions par le feu des huttes, des greniers des populations brûlés, le vol du bétail, les braquages, l'interruption des activités économiques, les arrestations arbitraires, les assassinats ciblés et les déplacements forcés. Aujourd'hui, seules les villes de Mopti et de Ségou semblent connaître un semblant de stabilité. Quant aux autres localités, la stabilité dépend de plusieurs facteurs dont les accords locaux entre les communautés, les groupes radicaux violents et les bandits armés, la présence des groupes d'autodéfense comme contre-pouvoir et la cohabitation pacifique entre groupes armés à la suite des accords passés entre eux<sup>23</sup>.

*Elle se manifeste par des attaques de villages, des enlèvements, assassinats ciblés, extorsion de biens mobiliers et immobiliers, des assassinats ciblés<sup>24</sup>.*

Les zones les plus sensibles de ce pôle d'insécurité sont entre autres : \_La zone inondée (Youwarou, Tenekou), Mopti (Dialloubé, Koubaye, ouro-Modi, Ouroubé doude), les cercles de Bandiagara, de Douentza , de Macina, et ceux de Niono, San, Tominina et Diabaly.

Les enquêtés font état de la présence d'autres nationalités au sein des groupes terroristes ; parfois dans des mouvements armés on dénote aussi des acteurs venus d'ailleurs. Il est ressorti des entretiens que certains membres des groupes armés et terroristes s'expriment à travers des dialectes non familiers de la zone mais sont parvenus à s'enraciner dans les communautés par des alliances idéologiques, pécuniaires socioculturelles et symboliques. Les terroristes font de la

---

20 . Focus group, Mopti, mars 2021.

21 . Rapport de la Commission d'enquête internationale pour le Mali, juin 2020.

22 . Entretien individuel, Mopti, mars 2021.

23. Il est à rappeler que beaucoup de communautés au Centre du Mali ont signé des accords de paix ou de non-agression entre elles, mais aussi avec les groupes terroristes, en occurrence avec les hommes de Hamadou Kouffa. Un nombre important d'observateurs s'interrogent sur l'avenir de ces accords dans la durée et la place accordée à la laïcité et à la démocratie dans lesdits accords se posent avec acuité.

24 . Entretien individuel, Ségou, mars 2021.

propagande à travers des prêches en fulfuldé et dans d'autres langues comme le bamanakan, et dogosso.

*Dans toutes les localités de la zone exondée, notamment Bandiagara, Bankass, Koro et Douentza (région de Mopti), la situation sécuritaire est alarmante, elle est caractérisée par des attaques et tueries massives des personnes. Seuls les chefs-lieux des cercles sont un peu calmes. Quant à la zone inondée comme Mopti, Tenenkou, Youwarou et Djenné, là également la situation sécuritaire n'est pas bonne ; mais si l'on assiste à peu des conflits intercommunautaires et des tueries de masse, il faut préciser que la crise dans la région de Mopti est dynamique et varie d'une localité à une autre<sup>25</sup>.*

Ainsi, les groupes terroristes s'appuient très souvent sur l'islam pour justifier et légitimer l'action violente. Contrairement aux groupes armés ou mouvements armés, ils agissent sur des ficelles communautaires, ethniques, socioculturelles, historiques et même géographiques. S'agissant des effectifs et modes de recrutements, les informateurs estiment les effectifs des groupes terroristes dans le centre autour de deux mille (2000) hommes répartis entre les deux régions (Mopti et Ségou). Quant aux groupes armés donzos, ils sont estimés à plus d'une dizaine de milliers, et les groupes armés ou milices peulhs sont compris entre 300 à 500 hommes selon les estimations<sup>26</sup>.

Les approches de recrutement diffèrent selon les groupes, pour les groupes terroristes, le recrutement se fait très souvent à travers les cellules dormantes dans les différentes localités, les prêches, mais aussi des enrôlements forcés. Pour les groupes armés Donzos, ils sont ouverts à tous les volontaires mais réticents à l'adhésion des peulhs<sup>27</sup>.

Enfin, les groupes armés ou milices peulhs, ils recrutent des jeunes à travers des séances de sensibilisation sur les réseaux sociaux, les comités de vigilance dans les villages peulhs et certaines radios communautaires<sup>28</sup>.

*Ce sont les personnes vulnérables comme les jeunes désœuvrés, les personnes victimes de harcèlement de la part des entrepreneurs de la violence, les assoiffés de vengeance, les communautés stigmatisées qui constituent entre autres des proies faciles à enrôler.*

En termes du maillage territorial, les terroristes opèrent dans toutes les localités de ces deux régions et n'ont pas de zone limite d'intervention. En revanche,

---

25 . Focus group, Mopti, mars 2012.

26 . Au-delà de ces chiffres approximatifs, il est à noter aussi que pratiquement dans chaque village on a une brigade de vigilance composée essentiellement des jeunes. Les zones en proie à l'insécurité font l'objet à une prise en charge de l'offre et de la demande de sécurité par les communautés.

27 . Dans certaines littératures, il est question que les dozos comprennent toutes les ethnies et communautés ; cependant, nos interlocuteurs font état des pratiques discriminatoires lors de la composition de différents groupes sur des bases communautaires et ethniques, voire géographiques. C'est ainsi que les noms des filles à consonance peulh dans les différentes confréries de chasseurs, ne le sont que par noms, car ils sont bambaras par cultures et par traditions. Donc, les peulhs de Waassolo qui ne parlent pas la langue, n'ont reçu aucune culture peulh, se considèrent d'ailleurs pour des bambaras ou tout autre ethnie que peulh.

28 . Focus group, Ségou et Mopti, mars 2021.

les groupes armés Donzos sont plus présents dans des localités telles que les cercles de Bandiagara, Bankass, Koro, Douentza, Somadougou et une partie de Djenné pour la région de Mopti. En ce qui concerne la région de Ségou, on les trouve plus dans les cercles de Macina, Tominian, Niono et San. Il est ressorti aussi des échanges que par moment, les groupes armés ou mouvement armés entretiendraient des rapports de collaboration avec les élus locaux et les éléments des forces de défense et de sécurité à certains<sup>29</sup>. Ils ont des réseaux d'informateurs et de conseillers dans des localités avec qui, ils travaillent de concert. Les groupes armés Dana Ambassagou collaborent<sup>30</sup> souvent avec les forces armées maliennes malgré l'existence des tensions et d'altercations entre eux dans plusieurs localités mais cette collaboration n'est pas permanente et favorise des bavures à l'endroit des populations civiles. En revanche, aucune collaboration entre les forces armées et les groupes terroristes n'a été illustrée par les données recueillies.

*Dans ces deux régions ce sont les groupes terroristes qui dominent, ils sont mobiles et opèrent partout, tandis que les donzos et les autres milices se positionnent dans des lieux plus proches des villes ou des grands axes<sup>31</sup>.*

Les activités économiques de ces groupes sont entre autres, les extorsions de biens des communautés, la vente de bétails, les prêches collectifs et l'escorte des convois des trafiquants.

*Grace à la vente de bétail et la collecte de la « zakat » forcée, les groupes arrivent à maintenir plusieurs de leurs combattants dans le rang et renforcent également leur arsenal de munitions et de denrées alimentaires<sup>32</sup>.*

Dans la commune de Dialloubé, cercle de Tenenkou, depuis mars 2021, les populations sont soumises à des Zakats forcées par les terroristes sur les récoltes et les bétails. Aussi, dans tous les villages de la zone exondée et inondée, sous contrôle des terroristes, les populations sont tenues de mettre les Zakats des biens à la disposition des groupes terroristes et groupes armés ou milices opérant dans la localité<sup>33</sup>.

### **c. Régions de Sikasso, Koutiala et Bougouni : nouveaux eldorados pour les groupes terroristes et groupes armés**

A l'image de la conquête et de la déstabilisation progressive des régions du centre, les régions de Sikasso, Koutiala et Bougouni constituent aujourd'hui un

29 . Les entretiens avec les groupes armés ont mis en évidence cette collaboration parfois tendue avec les éléments de force de sécurité et de défense du Mali. A titre d'exemple, il arrive parfois que les deux acteurs assurent le maintien de l'ordre ensemble. De même pour les régions du Nord, il existe un rapport de collaboration entre groupes armés et FAMAs. C'est ainsi que lors de la visite du vice-président de la transition, les FAMAs ont travaillé étroitement avec certains groupes armés pour assurer la sécurité de la délégation du premier ministre.

30 . Entretien individuel, Mopti, 2021.

31 . Focus group, Ségou, mars 2021.

32 . Entretien individuel, Mopti, mars 2021.

33 . Les discussions ont mis en exergue que les groupes terroristes, les mouvements armés, les milices et les dozos spolient tous les populations de leurs biens au nom de la zakat pour les terroristes, de la taxe pour les mouvements armés et de l'effort de guerre pour les dozos.

terreau fertile pour les groupes terroristes. Les mêmes causes des conflits au Centre existent de plus en plus dans ces régions, c'est-à-dire le problème de la gouvernance des ressources naturelles, le faible accès à la justice, le faible maillage sécuritaire, le sentiment d'abandon par l'État, la criminalité transfrontalière (dans les zones frontalières du Burkina Faso et de la côte d'Ivoire), le vol de bétails, les pillages, les rackette de la part des groupes armés, les assassinats ciblés, les enlèvements, et les attaques contre les symboles de l'Etat.

Il faut noter que dans un passé récent, la région de Sikasso a été minée par une prolifération de groupes radicaux violents qui se faisaient passer pour des prédicateurs dans des mosquées et dans des villages. Selon les personnes interrogées, ces prédicateurs avaient une mission de reconnaissance et d'espionnage auprès des FAMAs et d'évaluer aussi les capacités de résilience des communautés<sup>35</sup>.

Les groupes terroristes se manifestent sous plusieurs formes, le plus souvent pendant la nuit à l'aide des motos. Les forfaits des groupes pourraient se résumer entre autres à :

- Attaque des forains sur les marchés ou les axes routiers (Boura, Mahou, Koury etc) ;
- Enlèvement ciblé des autorités (postes de police, gendarmerie, Eaux et forêts, services de santé et agents humanitaires) ;
- Braquage des véhicules de transport, notamment sur les axes Sikasso-Bamako et Sikasso Zégoua ;
- Pillage des magasins et services publics et privés (Sikasso, Bougouni) ;
- vol de bétail (Danderesso, Bambougou etc);
- Attaques des postes de sécurité/Contrôle de (Koury, Hèrèkono, Koutiala, Manankoro, Kolondièba(Sikasso) ;
- Enrôlement des jeunes vulnérables pour des missions suicides.

L'environnement sécuritaire de ces régions devient de plus en plus précaire et délétère avec l'infiltration des groupes armés multiformes dans la région et l'érection d'un épicode des groupes terroristes dans les grottes de la région de Koutiala vers le Burkina Faso. Les populations notent aussi une certaine passivité/négligence des forces armées et des autorités dans la prévention et la lutte contre la sanctuarisation de ces régions<sup>36</sup>.

Les facteurs à l'origine de l'insécurité dans ces régions sont surtout la mauvaise gouvernance foncière, le faible maillage sécuritaire, l'accès limité à la justice mais également la présence des groupes terroristes (ayant des connexions avec la Katiaba de Macina), des chasseurs ou des groupes armés, des bandits armés (braqueurs), des voleurs (bétails et ressources des populations), des arnaqueurs, des cybercriminels et des pratiques corruptives de certains agents de l'État (la corruption et les rackets de certains éléments des forces de sécurité et de défense).

---

35 . Certains enquêtés ont pointé du doigt à certains prédicateurs qui seraient à l'origine de la propagande de certaines idéologies radicales et violentes au Mali.

36 . Focus group, Sikasso, avril 2021.

Les zones les plus sensibles en termes d'insécurité aux yeux des populations<sup>37</sup> :

- Cercle de Yorosso : Boura, Mahou, Koury ;
- Cercle de Koutiala : Koutiala, Karangasso, Zangasso ;
- Cercle de Yanfolila : Yanfolila ;
- Cercle de Kolondièba : Kolondièba, Fakola, Sama ;
- Cercle de Bougouni : Bougouni, Manankoro ;
- Cercle de Sikasso : Sikasso, Nièna, Hèrèmakono, Danderesso, Bambougou ;
- Cercle de Kadiolo : Zégoua, Fourou, Misséni

Les groupes sont composés des maliens mais également des ressortissants de pays voisins et des pays du Sahel. Toutefois, sur la base de la religion, de la précarité des populations et de l'inefficacité du système éducatif (déscolarisation des jeunes), ils recrutent des membres des communautés des périphéries. Les populations de ces trois régions commencent à mieux s'organiser face à la montée en puissance des groupes terroristes dans les localités<sup>38</sup>.

L'éclosion de groupes d'autodéfense, de milices et comités de vigilance constituent aujourd'hui un risque pour la stabilité, la cohésion sociale et le contrat sociale. Tout comme au Centre, ces groupes sont en train de se positionner comme des protecteurs. Ils s'arrogent ce rôle de protecteur pour gagner la confiance des populations ; et des connexions sont en train d'être établies entre ces groupes et des réseaux de migrants, de trafiquants, du fait qu'ils sont gérés par des anciens chefs de guerre maliens qui évoluaient sur des fronts de la sous-région. Ils ont la capacité de développer des réseaux pour mobiliser des ressources afin de supporter leurs actions de guérilla.

La dégradation du tissu sécuritaire à travers le départ des représentants de l'Etat et l'abandon des positions sécuritaires des forces de sécurité a poussé les communautés à s'organiser en groupes d'autodéfense avec le soutien d'anciens combattants maliens de l'ex-rébellion en Côte d'Ivoire pour contribuer à la sécurisation de leurs localités ainsi que celle des biens. Il convient de noter que cette forme de résilience constitue une menace pour la sécurité intérieure dans la durée, parce que ces groupes pourraient évoluer vers d'autres objectifs particuliers au détriment de la sécurité des populations. Tel a été le cas dans les régions de Mopti, Gao, Taoudéni et même de Tombouctou.

*A la suite des attaques contre les symboles de l'Etat courant février et mars 2021, des arrestations arbitraires et forcées ont été constatées dans plusieurs localités de la région de Sikasso. Ces actions sont en train d'être conduites par les forces armées qui ne respectent pas le plus souvent les procédures judiciaires et contribuent à la radicalisation des communautés.*

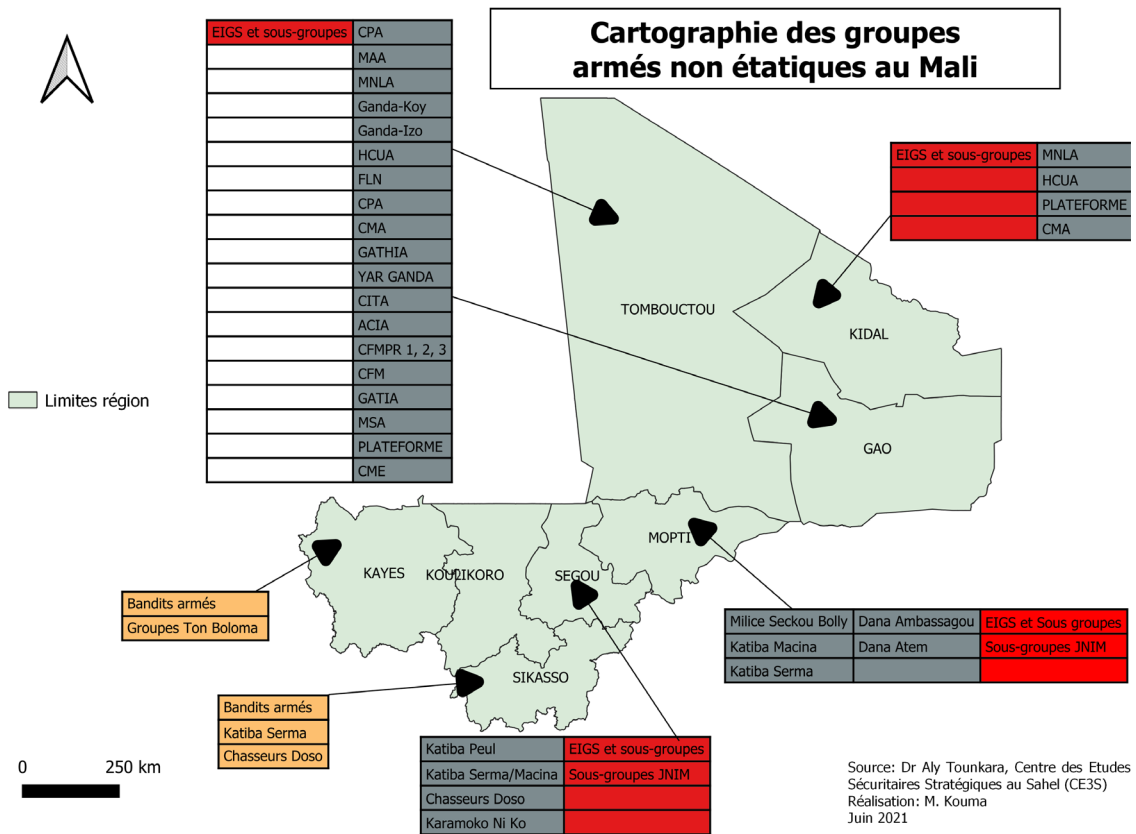
Aujourd'hui, il est plus que nécessaire d'initier des actions visant à créer un cadre de communication efficace entre populations, dirigeants et FDS. Les effets de la mauvaise gestion des ressources naturelles, du faible accès à la justice et à la

37 . Ibid.

38 . Entretien individuel, Sikasso, mars 2021.

sécurité combinés aux récentes arrestations arbitraires à la suite des attaques isolées des forces du mal sont des opportunités pour ces forces de mieux s'enraciner dans les communautés et travailler à la désaffection de l'autorité de l'État.

# CARTOGRAPHIE DES PRINCIPAUX GROUPES ARMÉS NON ÉTATIQUES AU MALI



## I.7 Impacts des groupes armés sur la sécurité intérieure et la stabilité du Mali

La forte présence de ces groupes armés (l'ensemble des trois types de groupe) sur le territoire national est une menace à la sécurité et un frein à la paix et la réconciliation nationale. Alors que le monopole de la violence physique légitime est du seul ressort de l'État, avec la poussée et la multiplication des groupes armés, une bonne partie du territoire malien reste sous le contrôle des groupes armés non étatiques, parfois avec la bénédiction et la complicité de certaines populations civiles.

Au niveau local : cette situation impacte beaucoup l'économie rurale, qui reste tributaire d'une production saisonnière. Les populations ont de plus en plus un accès limité à leurs espaces de production agricole, de pâturage, de pêche et d'échanges marchands<sup>39</sup>. Les mécanismes traditionnels de prévention et de gestion des conflits ont peu d'incidence positive sur les conflits face à la présence et à la domination des groupes armés.

En effet, les ressources naturelles limitées et la croissance démographique peu contrôlée aggravent les tensions entre les communautés et favorisent par ricochet, les troubles sociaux et l'effritement de la cohésion sociale.

Face à l'incertitude d'un lendemain meilleur et à la dégradation de l'offre et de la demande de sécurité, certaines populations locales se sont engagées dans des processus de négociation avec les mouvements armés et les terroristes sans se soucier de la présence de l'État. L'objet de ces accords pour les populations locales est de trouver des pactes de non-agression entre les groupes armés, milices ou terroristes et entre elles afin qu'elles puissent survivre et pratiquer leurs activités.

Parmi les accords, l'un des cas de succès qui est respecté depuis la signature jusqu'à présent est celui conclu entre communautés et groupes terroristes dans la commune rurale de Femaye.

*La commune de Femaye est aujourd'hui citée comme un exemple et l'espoir de paix possible entre les communautés dans toutes les régions du centre. De 2014 à 2020, il y a eu la signature de plusieurs accords de non-agression entre les communautés en conflit de part et d'autre, mais l'accord de Femaye a été le seul qui est resté effectif jusqu'à nos jours ; tous les autres accords n'ont jamais été respectés par les acteurs qui se sont engagés. L'accord de Femaye a été signé entre les groupes Donzo, la communauté Bambara, Daffing, et Peulh pour une non-agression entre eux et la libre circulation des personnes et leurs biens sans distinction d'appartenance ethnique ou culturelle. Les partis signataires ont un intérêt commun en respectant cet accord dans la mesure où les activités économiques des villages et communautés environnantes*

---

39 . Les activités agrosylvopastorales que mènent majoritairement les populations, ont été négativement impactées par l'insécurité.

*sont impérativement liées du fait de la position géographique de la zone*<sup>40</sup>.

Au niveau national : la crise sécuritaire du nord et du centre fragilise l'Etat central et pousse les populations à rejeter l'Etat et ses alliés engagés dans la lutte contre les extrémistes violents et les terroristes. Les populations locales contraintes à certains égards, de composer avec les groupes armés, sont parfois employées par desdits groupes pour mener des activités illicites.

Malgré l'engagement d'une bonne partie des forces armées dans ces régions, l'Etat n'arrive pas à gagner la confiance des populations afin d'instaurer une dynamique de collaboration visant à faciliter le retour de l'administration, le contrôle des frontières et l'accès aux services sociaux de base. L'engagement des forces armées maliennes et leurs alliées n'arrive pas à apporter une réponse efficace à la crise sécuritaire parce que les réponses apportées ne s'attaquent pas aux causes profondes de l'insécurité mais continuent à renforcer le sentiment d'abandon au sein de la population et l'incapacité des acteurs institutionnels à assoir une paix et une stabilité durables<sup>41</sup>.

Pendant que les forces armées sont engagées dans des opérations militaires de reconquête des zones occupées et des offensives pour pallier la menace terroriste, le chef du gouvernement à travers des structures étatiques encouragent et cautionnent la signature des accords entre groupes armés sans que ces accords ne fassent l'objet d'un examen scrupuleux de la part de l'Etat.

Selon les communautés, les éléments des accords pour la paix entre les deux communautés (Dogon et Peulh) et groupes armés doivent respecter entre autres les clauses ci-après :

- Aucune information sur les groupes armés aux FAMas ;
- Aucune collaboration ni avec l'Etat ni avec les Donzo ;
- Aucune présence de l'Etat ou de l'armée dans leurs zones de prédilection ;
- Libre mouvement des deux communautés dans les villages peulh et dogon ;
- Aucun médiateur extérieur aux communautés ;
- La non-médiatisation des engagements pris.

La présence et les affrontements intra groupes armés, et inter groupes armés à domination chasseurs et milices armées ont négativement impacté la sécurité humaine dans les régions du Centre. Il est ressorti un fort déplacement des populations du Centre vers les périphéries des régions de Mopti Ségou, le district de Bamako et même dans des pays voisins (Niger et Burkina Faso). Aussi, faut-il noter de passage la fermeture des écoles qui est le plus souvent corolaire à la situation sécuritaire délétère que connaissent plusieurs localités du Centre et récemment du Sud à la périphérie du Burkina Faso.

L'économie locale qui reste très liée à la mobilité des communautés à travers la

40 . Focus group, Mopti, mars 2021.

41 . Un sentiment partagé par beaucoup d'enquêtés.

fréquentation des foires hebdomadaires, la production et la consommation locale. Laquelle économie est très fragilisée par la situation sécuritaire constituant ainsi un handicap à la mobilité et à l'organisation desdites foires.

C'est cette précarité des populations rurales et la mauvaise gouvernance qui favoriseraient l'expansion des groupes radicaux violents au Mali et par ricochet le rejet de l'autorité de l'État.

Selon nos enquêtés, les zones les touchées par l'insécurité en matière de fermeture totale ou partielle des écoles sont essentiellement des zones nomades, notamment les communes de Telemsi, Anchawadi, Intilite, Talataye et Tinirhaman.

« Dans la région il y a beaucoup d'écoles fermées et surtout dans les zones nomades où les groupes terroristes sévissent. Par exemple toutes les zones de Watagouna jusqu'à Boura, les écoles restent fermées pour raison d'insécurité »<sup>42</sup>. Selon les dires des responsables d'école, plusieurs établissements sont fermés sous la menace des groupes terroristes.

A la date du mai 2021, la région de Gao compte 565 écoles (fondamentales et secondaires) dont 111 sont non fonctionnelles. Cette fermeture touche plus de 3800 enfants dans la région.

Même si les acteurs locaux de l'éducation reconnaissent les efforts de l'État ainsi que ceux de ses partenaires internationaux (l'UNICEF, le PNUD, la MINUSMA), ces derniers contribuent grandement au retour à la normale. Cependant, ils déplorent l'insuffisance des moyens mis à disposition et la non coordination des efforts entre les acteurs.

En somme, les mêmes causes produisant les mêmes effets, aujourd'hui avec une faiblesse des États du Sahel à contrôler l'action terroriste, une bonne partie du territoire malien constitue un sanctuaire pour ces groupes terroristes avec la complicité des réseaux de trafiquants qui ont besoin de cette instabilité pour la circulation fluide des stupéfiants, des migrants, et de la contrebande. En plus de la crise dans la région des trois frontières, si rien n'est fait pour prévenir l'installation de la crise sécuritaire dans les régions du Sud, en plus du Burkina Faso et du Niger, la Côte d'Ivoire et la Guinée Conakry risquent de basculer dans le terrorisme et l'extrémisme violent. Le Mali serait pris dans un piège avec une issue incertaine, parce que les frontières sont déjà poreuses. Si l'ensemble des pays voisins sont confrontés à la violence armée, le pouvoir central de Bamako risquerait d'être sérieusement hypothéqué.

---

42 . Entretien avec le Directeur d'académie de Gao, mai 2021.

## I.8 Stratégie de prévention et d'alerte précoce

Face à cette situation de crise sécuritaire sévère et mobile, les forces armées maliennes en collaboration avec les forces partenaires (Barkhane et du G5 Sahel) doivent s'inscrire dans une dynamique participative. Cette dynamique peut se traduire par le développement d'un système d'alerte précoce et de réponse rapide intégrés dans les systèmes de fourniture et de collecte des renseignements. L'élaboration d'une doctrine du renseignement conjoint, le renforcement du Centre Sahélien d'Analyse des Menaces et d'Alerte Précoce (CSAMAP) à travers le développement d'intelligence sécuritaire et le renforcement du système de communication bidirectionnelle entre la force conjointe du G5 Sahel et le CSAMAP peuvent constituer une base de réflexion en vue de formuler des orientations sur le type de réponses à adopter face à la typologie des menaces. Or, pour que les forces armées soient efficaces et pertinentes, elles doivent au préalable s'appuyer sur des avis, des expériences et des leçons apprises du passé dans les localités d'intervention afin de mieux calibrer les actions de prévention et de lutte contre les phénomènes d'insécurité dans le Sahel.

Il est à noter aussi que chaque pays de la CEDEAO dispose déjà d'un système d'alerte précoce et de réponse rapide interne intégré au niveau du cabinet du Chef de Gouvernement/Premier Ministre. Il s'agit ici de s'appuyer sur ce cadre pour développer des mécanismes d'évaluation du contexte sécuritaire et de produire des rapports mensuels sur les tendances sécuritaires des pays, les zones sensibles, les causes de fragilité, les opportunités d'actions conjointes à engager, tout en mettant en exergue les enjeux et les risques. Tout cela pourrait se faire sous la coordination du CSAMAP, qui est un démembrement du Secrétariat exécutif du G5 Sahel.

Le CSAMAP doit mettre en place un pool d'experts nationaux chargés de la collecte et l'analyse des données liées à la sécurité et aux menaces émergentes au niveau national et dans les périphéries dans chaque pays. Le pool d'expert fournira au CSAMAP des rapports trimestriels, et ponctuellement des notes d'éclairage sur des situations qui pourraient avoir un impact sur la sécurité nationale mais également sous-régionale et régionale.

## SYNTHÈSE ANALYTIQUE DES DYNAMIQUES INTERNES ET TRANSFRONTALIÈRES

---

### I.9 Analyse des alliances internes, influences et risques d'extension progressive vers les régions du sud et de l'ouest du Mali

Les données du terrain mettent en relief le fait que l'insécurité est aussi corolaire à la présence des groupes armés. Une des pistes consisterait à une dissolution graduelle et intelligente desdits groupes.

L'approche de la dissolution doit être intelligente car les groupes ont prospéré parce que les États éprouvent des difficultés à satisfaire la demande et l'offre de sécurité des populations, notamment celles en proie à l'insécurité.

Il est ressorti des enquêtes que dans la conquête des territoires et la lutte de pouvoirs, les groupes armés n'hésitent pas à nouer des alliances avec des terroristes ou des narcotrafiquants pour atteindre leurs objectifs<sup>43</sup>. Ces rapports opaques entre les groupes pourraient dans la durée se solder à ce que l'on peut qualifier d'effet domino. Il n'est pas étonnant si des réponses appropriées ne sont pas apportées à cette insécurité née du terrorisme que des localités peu touchées directement se retrouvent toutes sous l'emprise des entrepreneurs de la violence. C'est le cas de la région de Sikasso qui jusqu'à une période récente n'attirait pas les regards, mais devient de plus en plus un sanctuaire pour les entrepreneurs de la violence. Il est à noter que ce sont les alliances de survie (des pactes de non-agression contre l'intérêt public et la survie de l'État) qui se développe au centre du Mali entre les groupes eux-mêmes et entre ces derniers et les communautés.

En effet, la crise de confiance entre populations et forces armées trouve sa racine dans l'absence du contrat social entre gouvernants et gouvernés. Cette absence du contrat social se manifeste dans la perte des valeurs sociales, politiques, culturelles et historiques au profit des bénéfices des actions conjointes avec les groupes armés.

---

43 . Lors de notre entretien avec un État-major d'un groupe armé à Gao, il a été reconnu que tous les groupes entretiennent des relations de collaboration entre eux à certains égards sur le terrain. Les alliances sont opportunistes et circonstancielles. Il a été même affirmé lors des entretiens par exemple que la CMA n'est pas attaquée par l'État islamique parce qu'elle est en accointance avec lui.

44 . Le groupe Inclusivité réunissant les mécontents de la CMA et de la Plateforme, beaucoup des populations des régions du Nord lui reprochent d'être à l'origine de plusieurs braquages et même pillages.

Les alliances internes peuvent se traduire par la mise en commun des moyens, des efforts et le développement des mécanismes de collaboration entre les groupes au détriment d'un autre<sup>44</sup>. Le risque ici, est que l'on pourrait continuer à assister à des séries de pillages et même de basculement vers le camp des groupes radicaux violents. Donc, l'hypothèse de la poursuite de destruction des villages et la propagande de tueries de masse restent plausibles dans cet état de fait.

## **I.10 . Analyse des alliances transfrontalières, influences et risques d'extension au-delà de la région des trois frontières(Liptako-Gourma)**

Face à la dégradation de l'écosystème sécuritaire dans le Sahel et au Mali, la porosité des frontières des pays de la région des trois frontières a été accentuée par les activités criminelles des réseaux des narcotrafiquants, des groupes terroristes, les conflits locaux et des bandits armés. Aujourd'hui, le risque majeur est le développement d'un cadre d'intervention conjoint entre les groupes d'autodéfense au-delà des frontières.

Le Mali connaît la présence d'une pléthore de groupes armés avec des intérêts, motivations, et tendances contradictoires mais avec une manifestation très proche dans la commission de l'action violente<sup>45</sup>. Ces groupes interviennent à travers des actions de guérilla et les témoignages font état des alliances établies entre les groupes armés et terroristes présents dans les zones frontalières (Mali, Burkina Faso et Niger). À titre d'illustration, il est ressorti des données recueillies, que des hommes armés appartenant aux groupes Koglweogo du Burkina Faso sont accusés par des populations maliennes d'exactions et d'abus de pouvoir sur des communautés notamment peulhs avec la complicité de certains éléments du groupe d'autodéfense Dana Ambassagou et de certains représentants de l'État dans les localités en question (notamment dans la bande frontalière entre le Mali et le Burkina Faso)<sup>46</sup>.

Alors qu'officiellement les groupes armés nationaux n'ont aucune légitimité au-delà de leur frontière. Le recours à ces groupes par un pays de la région pourrait inciter les autres groupes à mener des actions de guérilla au-delà de leur sphère d'influence. Cette situation pourrait entraîner un conflit ouvert entre les communautés et fragiliser les zones frontalières tout en facilitant davantage la mobilité des réseaux des narcotrafiquants et des terroristes.

---

45 . Les enquêtés reconnaissent la difficulté à différencier ce qui relève du terroriste de ce qui est le fait des bandits armés ou des groupes armés tout court. Cette difficulté à établir des frontières étanches entre les groupes au Mali, rend davantage la compréhension et l'analyse de la situation compliquées.

46 . Ces témoignages viennent de certains enquêtés de la région de Mopti (Centre du Mali)

## RECOMMANDATIONS ET AXES DE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES DISPOSITIFS

---

A la lumière des avis et recommandations des acteurs rencontrés sur le terrain, des recommandations ont été formulées en vue d'orienter les décisions des autorités et renforcer les axes d'intervention des forces étrangères en appui à la dynamique de stabilisation de la région du sahel.

A l'endroit des autorités maliennes :

- **Accélérer la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger de 2015 et faire une large diffusion des actions en cours :**

Les groupes signataires et non signataires veulent en grande partie l'application de cet accord, car ils trouvent en lui, la seule base officielle d'un possible échange substantiel entre les parties anciennement engagées dans le conflit. C'est aussi le lieu de rappeler que les groupes engagés dans le processus de réconciliation sont perçus par une bonne partie des populations en particulier celles qui vivent dans les régions du Nord comme ceux qui ne se battent que pour des intérêts égoïstes et non pour ceux des populations qu'ils prétendent défendre. De même, cet accord n'est compris et ni partagé par un nombre important de maliens. Son application timide (à peine 23%) constitue un témoignage éloquent à cet effet.

- **Accélérer le processus de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR), et par ricochet, procéder à la dissolution des groupes armés présents sur le territoire national :**

Les mouvements armés attribuent l'insécurité grandissante à la lenteur qui caractérise la non mise en œuvre effective du DDR. Cependant, beaucoup d'hommes armés souhaiteraient plutôt intégrer les forces de défense et de sécurité. Ils n'entendent pas bénéficier d'un quelconque projet autre que leur intégration dans les corps des armés. En se référant aux processus DDR précédents où les combattants qui ont bénéficié des projets de développement n'ont en réalité perçu que des montants dérisoires (entre 300 000 à 500 000 FCFA selon leurs dires) mais dans le même temps l'intégralité des montants promis n'a pas été décaissée dans plusieurs endroits. D'où la nécessité de ne pas voir le DDR comme l'ultime solution au retour à une paix et une stabilité durables.

- **Dissoudre la branche armée de la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) :**

Il est prévu dans l'accord pour la paix et la réconciliation, la dissolution de tous les groupes armés après la signature de l'accord. Or, de 2015 à aujourd'hui, la

CMA refuse catégoriquement d'être désarmée avant l'application de toutes les dispositions de l'accord pour la Paix et la Réconciliation. Ce refus de se désarmer n'est pas dénoncé par certains pays de la communauté internationale en occurrence l'Algérie, les USA et la France, qui pourtant jouent un rôle important dans les efforts de retour à une paix durable au Mali. Il a été bien signalé à plusieurs égards lors des entretiens, la duplicité entre les mouvements armés et les groupes terroristes. C'est le cas par exemple de cette proximité anthropologique, voire clanique et tribale entre certains membres de la CMA et les hommes de Iya Ag Ghali. La paix à ce prix dépend du courage politique et diplomatique en s'opposant à toutes les violations de l'accord sans complaisance.

- **Élargir le DDR spécial pour le Centre à l'ensemble des régions du Centre (en incluant la région de Ségou surtout) :**

Les différents programmes et initiatives de sécurisation du Centre ont certes prévu un DDR accéléré, mais n'ont pas été soutenus dans la durée pour des raisons liées à l'instabilité politique et le changement forcé de gouvernance survenu à la suite du coup d'État du mois d'août 2020. Ce DDR n'a pas intégré les nouveaux foyers de tension que sont la région de Ségou, Sikasso et environs. Pour l'extension dudit DDR, il serait souhaitable d'intégrer le local dans toutes les phases du processus au risque d'assister à un DDR opportuniste et peu efficace.

- **Mettre en place un dispositif d'évaluation et de capitalisation de programmes et d'initiatives en faveur de la paix et de la réconciliation :**

Ce dispositif aurait l'avantage de centraliser toutes les informations relatives à la paix, à la réconciliation et l'état de participation des acteurs au processus dans une localité donnée. Il constituerait une base de données ou un observatoire de paix et de réconciliation.

Aux partenaires internationaux :

- **Impliquer effectivement et réellement des agents de l'État dans les actions à mener :**

Les partenaires jouent un rôle important dans les efforts du retour à une paix durable au Mali. Cependant, il est ressorti des analyses que ces derniers n'impliqueraient pas suffisamment et réellement à tout bout du champ les représentants de l'État dans les actions à conduire. Cette attitude risquerait de fragiliser davantage l'État ou même de le délégitimer aux yeux des populations en matière de délivrance des services sociaux de base (les ONG doivent toujours s'inscrire dans les Programmes et initiatives portés par l'État).

- **Soutenir l'autonomisation des jeunes et les femmes dans les régions occupées par les mouvements armés :**

Cela peut se faire à travers la mise en place d'un Fonds Commun dédié à l'appui aux organisations des femmes et des jeunes intervenant dans le processus de paix et de réconciliation.

## CONCLUSION

---

La composition des entrepreneurs de la violence, présents au sein des groupes armés s'explique par des raisons communautaire, géographique, religieuse, opportuniste et même par la force. Cette composition plurielle des groupes des acteurs de la terreur explique les alliances contre nature dont ils font l'objet.

La connexion entre les acteurs de la violence n'a jamais été aussi accentuée depuis 2012. Aucun des groupes de narcotrafiquants, de terroristes, de groupes armés et des milices d'autodéfense ne peut à lui seul expliquer les dynamiques conflictuelles dans le contexte malien de façon particulière et du Sahel de façon générale. C'est la somme du rôle que joue chaque acteur qui pourrait permettre la saisie de la situation sécuritaire délétère que traverse le Mali. Il a été souligné que les groupes armés sont parfois en complicité avec les narcotrafiquants en assurant l'escorte des cartels, des convois des migrants clandestins, et la collecte des taxes au niveau des postes de contrôle et sur les populations entre autres.

Au-delà de cette duplicité entre les acteurs, il est ressorti de l'étude que les groupes font l'objet à d'une compétition accrue autour du pouvoir, du contrôle du territoire et des ressources naturelles. En effet, les communautés pour lesquelles ou au nom desquelles se battent les différents groupes armés, estiment qu'elles ne sont pas suffisamment impliquées dans les différentes initiatives de paix et de sécurité les concernant. L'accent serait plutôt mis sur les porteurs d'armes que sur les populations civiles qui pourtant, demeurent les premières victimes de toutes les conséquences fallacieuses qui en découlent. Ainsi, l'analyse a mis en évidence qu'en dépit d'une présence matérielle des groupes armés, leur nombre reste inconnu. Cela s'explique par les dissidences et les mutations auxquelles sont confrontées les groupes armés au quotidien.

Des réponses sont certes proposées par le Mali et ses partenaires, telles que l'accord pour la paix et la réconciliation, les initiatives de sécurisation du Nord et du Centre, et le déclenchement du processus du DDR. Cependant, les attentes des groupes sont parfois en déphasage avec les stratégies dégagées et proposées. Lorsque des initiatives prévoient le financement des projets d'insertion socio-professionnelle tels que les activités génératrices de revenus pour les groupes armés tandis que les concernés n'attendent que leur intégration dans les corps des armées.

# MALI

- ★ National capital
- ⊙ Regional capital
- Town, village
- ✈ Major airport
- International boundary
- - - Regional boundary
- Main road
- Other road
- - - Track
- Railroad

0 100 200 300 km  
0 100 200 mi



The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.

18 BP 270 Ouagadougou 18 – Burkina Faso  
Burkina Faso : +226 25 37 41 95 | Website : [csamap.org](http://csamap.org) | Mail : [contact@csamap.org](mailto:contact@csamap.org)



18 BP 270 Ouagadougou 18 - Burkina Faso  
Burkina Faso: + 226 25 37 41 95  
Website: [csamap.org](http://csamap.org) Mail: [contact@csamap.org](mailto:contact@csamap.org)